ADISI - CAMEROUN

FREE PRESS UNLIMITED

PRESS-BOOK

Accès à l'information et aux données publiques en période de Covid-19 Au Cameroun

©ADISI-Cameroun 2021

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1- PRESENTATION DU PROJET

Contexte et justifications

2- TEMOIGNAGES DES JOURNALISTES

3- ARTICLES REALISES

Datajournalisme

Articles de Fact-checking

Interviews

RECOMMANDATION

CONCLUSION

ANNEXES

INTRODUCTION

Entre Décembre 2020 et juin 2021 les reporters de Datacameroon.com ont sillonné le pays en quête d'informations. En pleine période de la pandémie de Covid-19, qui a fait plus de mille morts au Cameroun, ces jour-nalistes ont partagé le quotidien des Camerounais d'horizon diverses. De l'Extrême-Nord Cameroun où le périple a commencé au mois de Décembre 2020, en passant par le Sud-Ouest en proie à une crise sécuritaire, le Sud, le Litto-ral, l'Est et l'Ouest, ce sont des personnes extraordinaires, aux vécus et histoires aussi captivants qu'émouvants, qui ont partagé leur expérience.

En effet, comme partout ailleurs dans le monde, la pandémie de Covid-19 n'a épargné aucune région, en-core moins un secteur d'activité au Cameroun. A travers leur déploiement en pleine période de crise, les reporters de Datacameroon.com n'ont pas vécu seulement les difficultés auxquelles une bonne partie de la population est con-frontée. Ils ont aussi partagé des moments de joie, parfois emprunts d'incertitude, de certaines communautés. A l'instar des pygmées Baka de Mayos dans la région de l'Est, qui depuis le début de la pandémie sont restés coupés du reste de la région voire du pays, selon leur chef traditionnel. A l'arrière-pays, en zone rurale ou urbaine la relance des activités socioéconomique après la turbulence engendrée par la Covid-19 reste l'unique motivation de ces Camerou-nais qui parfois sollicitent un appui gouvernemental.

Que ce soit les commerçants de Kye-Ossi, ville transfrontalière située dans la région du Sud, qui ont fermé boutique à cause de la fermeture des frontières, où les cultivateurs de la localité de Malantouen dans la région de l'Ouest, qui pour des mêmes raisons, ont manqué d'acheteurs, tous croisent désormais les doigts pour un lendemain meilleur, où ils espèrent reprendre le cours normal de leur vie chamboulée. La situation est d'autant plus délicate pour les habi-tants de Tokombéré dans l'Extrême-Nord, qui doivent en plus de la crise sanitaire impulsée par la maladie à corona-virus, faire face à la malnutrition qui menace une bonne brochette d'enfants de cette communauté depuis des an-nées.

Ainsi les lecteurs de Datacameroon.com ont eu droit à des récits inédits en datajournalisme, fact-checking, et des interviews des acteurs majeurs qui ont bien voulu partager leur expertise. La réalisation de ces articles a été possible grâce à l'appui financier et technique de Free Press Unlimited, dans le cadre du projet « Accès à l'information et aux données publiques en période de Covid-19 Au Cameroun ». Un projet qui lie l'organisation ADISI-Cameroun, éditeur du site d'information Datacameroon, jusqu'en Octobre 2021. Dans ce Press-Book ; nous vous plongeons dans cette aventure pour ainsi vous faire vivre notre quotidien, notre vécu, nos expériences, nos réalités pendant cette période de la pandémie de Covid-19.

1- **PRESENTATION** DU PROJET

CONTEXTE ET JUSTIFICATIONS

Au moment où les pays développés appellent par-dessus tout à observer des mesures barrières, dans les pays d'Afrique en général, et en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne, la vie a l'air normal et aucun gouvernement ne semble prendre des mesures pour éviter les erreurs stratégique et sanitaire face à la menace de la pandémie du Corona virus. Pendant ce temps, le gouvernement camerounais à travers le ministère de la communication a publié le 02 novembre 2020, un communiqué dans lequel il annonce que « le Coronavirus n'est ni vaincu, ni éradiqué ». Nonobstant le contenu de ce communiqué, l'on remarque bien une lassitude au niveau de la chaîne de riposte. Suspension des réunions présidée par le premier ministre, absence des points quotidien de presse, inexistence d'une plateforme numérique pour informer sur la pandémie. Toutefois, on ne peut pas nier que dans un contexte pareil, les enjeux sont énormes et internet reste à cet effet la meilleure ressource pour informer les citoyens au Cameroun. Dès lors, s'inscrivant dans la logique d'accès à l'information, de liberté d'expression, de presse entre autre, le présent projet «Accès à l'information et aux données publiques en période de Covid-19 Au Cameroun», vise à travers son objectif global à promouvoir la transparence dans la lutte contre la Covid-19 au Cameroun et produire un rapport sur l'efficacité des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 et leurs impacts sur les libertés publiques notamment la liberté d'expression, l'accès à l'information et à la liberté de manifestation qui servira dans certaines mesures de plaidoyer sur les mesures gouvernementales en matière de lutte contre la Covid-19. Ceci dans l'optique que certaines restrictions faites sur les libertés soient reconsidérées, pour une protection des libertés fondamentales dans les réponses à la COVID-19 au Cameroun. A cet effet, 4 régions ont été retenues dans le cadre de ce projet. Dans le cadre de la collecte des données, les journalistes ont rencontré les personnes ressources. Il s'agit ici de la région de l'Extrême-Nord très connue pour sa pauvreté et pourtant parmi les régions les plus peuplées du pays. La région de l'Est, concentrant l'essentiel des ressources naturelles du pays et dont l'équipe gouvernante en a fait sa chasse gardée, le Sud-Ouest et enfin la région de l'Ouest. Avec Free Press Unlimited comme partenaire financier et technique dans le processus de la mise en œuvre, les activités dudit projet ont démarré dès le 2 novembre 2020 et prendront fin le 10 novembre 2021. Dans le processus de mise en œuvre de ce projet, ADISI-Cameroun à travers Datacameroon « https://datacameroon.com » qui est son principal site d'informations en ligne qui promeut l'accès facile des citoyens à l'information à travers son contenu riche, dynamique et authentique a été et continu d'ailleurs d'être au cœur des productions et de publications des articles élaborés à partir des données collectées sur le terrain par le pool data.

3-TEMOIGNAGES DES JOURNALISTES

Marie Louise MAMGUE / Rédacteur en chef chez DataCameroon

Faire partie de cette aventure, était un défi professionnel et personnel, qu'il fallait braver en pleine période de la pandémie de Covid-19. Braver les obstacles, pour être au cœur l'information. Il n'y a rien de plus complexe et de plus excitant en même temps que d'être au contact de l'autre, de partager ses peines, ses joies, ses moments d'incertitude face à une crise à l'issue incertaine. Pendant des mois, j'ai rencontré des gens formidables, uniques, avec qui j'ai échangé et qui m'ont aussi beaucoup appris. Il faut vivre ce genre d'expérience pour comprendre la nécessité d'apprécier les petites choses que nous avons au quotidien. J'ai eu des moments de peur, de doute, et même d'incertitude, mais qui se sont évanouis une fois au contact de l'autre. Grâce à Dieu notre périple c'est bien passée dans l'ensemble, et je garde de bons souvenirs de ces voyages qui m'a conduit dans différents coins du pays.

Marthe NDIANG / chef rubrique fact checking chez DataCameroon

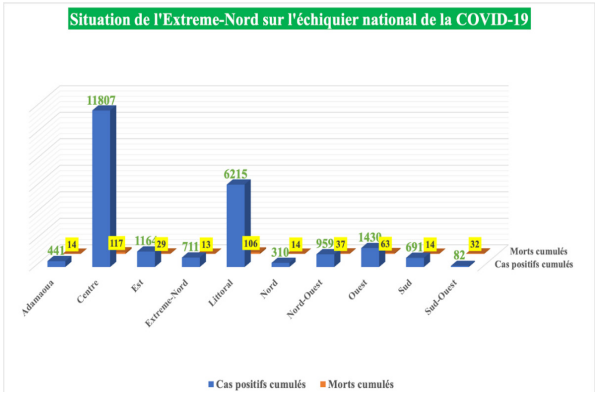
Dans le cadre de ce travail, il m'a été donné l'opportunité de parcourir quelques régions du pays telles le Sud-Ouest, l'Ouest, et le Sud et ce, jusqu'à Kye-Ossi, la ville aux trois frontières. Un travail de longue haleine et de terrain qui m'a permis de toucher du doigt les réalités auxquelles font face les populations depuis la survenue de la maladie à coronavirus. La pandémie a eu un impact social et économique conséquent dans toutes les régions du pays. Celles suscitées ne font pas exception. Plongeant les acteurs de divers filières et secteurs d'activités dans la désolation. Mais ce qui m'a le plus marqué tout au long de ce travail est sans conteste la chaîne de solidarité qui s'est mise en place par et entre acteurs de différents secteurs pour pouvoir se soutenir et sortir la tête de l'eau. Ce qui laisse percevoir une note d'espoir chez plus d'un, au moment où tous émettent le vœu de voir la pandémie passer, pour un retour à la vie normale.

Michèle EBONGUE / Chef rubrique actualité chez DataCameroon

Dans le cadre de ce projet de Free Press Unlimited, j'ai travaillé dans 2 régions du Cameroun, à savoir le Sud-Ouest et l'Est. Contrairement au Littoral qui est par ailleurs la région dans laquelle je réside, l'information n'a pas été inaccessible. Il suffisait juste d'avoir le contact de la personne ressource, pour qu'elle puisse vous recevoir et vous donner tout ce dont vous avez besoin. Et parfois même, la simple descente dans les administrations, sans prise de rendez-vous, vous suffisait pour avoir accès aux informations, le cas de Buéa. Sauf que, en proie à la crise dite anglophone, la ville affichait une lueur de méfiance et de peur, bien que sous haute surveillance. Certainement un effet dû à la préparation du Chan 2020, dont Limbe, la ville voisine devait accueillir certains matchs.

DATA JOURNALISME

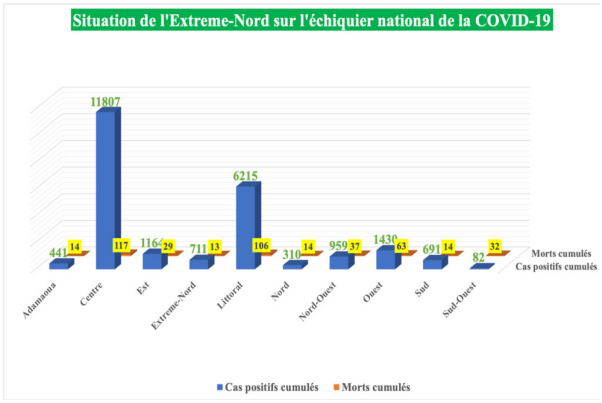
COVID-19 : APRÈS UNE ACCALMIE, MAROUA CONNAIT UNE HAUSSE DES CAS POSITIFS



Source : Minsanté du 02 décembre 2020 /DataViz by ADISI-Cameroun/ projet free Press Unlimited 16 December 2020 root Enquêtes Reportages

Avec près de 800 cas confirmé de Covid-19 depuis le début de la pandémie dans la région de l'Extrême-Nord, l'Hôpital régional de Maroua enregistre après une baisse observée entre août-novembre, près de 7 nouveaux cas par semaine depuis le début du mois de décembre 2020.

Pour Baledjou, un éleveur, bien que la pandémie de Covid-19 touche toutes les régions du Cameroun, son village Yamagoule est épargné. Du moins, dit-il, aucun malade de la Covid-19 n'a été signalé dans cette localité de la commune de Tokombéré, située dans le département du Mayo-Sava, région de l'Extrême-Nord Cameroun. Dans ce village, le port du cache-nez ne fait pratiquement pas partie du quotidien de la population. Tout comme le respect de mesures barrières. Ceux qui pensent au cache-nez, le font beaucoup plus pour se protéger de la poussière que de la maladie, ou en cas de contrainte, remarque un infirmier.



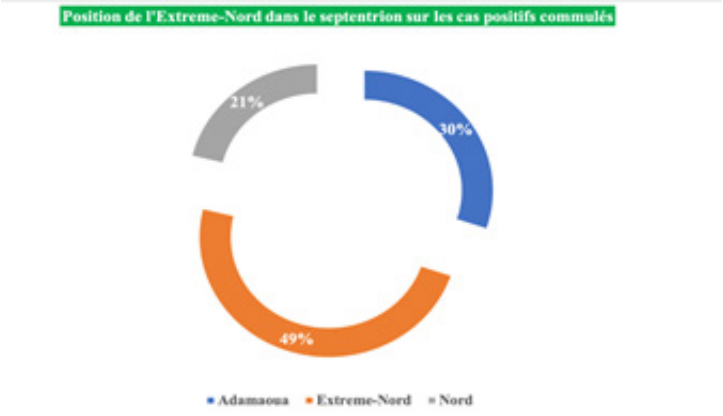
Source : Minsanté du 02 décembre 2020 /DataViz by ADISI-Cameroun/ projet free Press Unlimited

Comme dans le reste du pays, la crise n'a pas épargné les activités socioéconomiques de cette partie de l'Extrême-Nord. « Nos ventes ont chuté de manière catastrophique. D'abord Boko-Haram, et maintenant Covid-19, c'est la catastrophe pour les habitants de Tokombéré. La crise sanitaire a exterminé nos affaires, on a plus d'économie », déplore Dieudonné Kokof, promoteur de l'Établissement Le Kirdi, un centre culturel.

A l'instar de cette commune, à Maroua, la capitale de cette région frontalière du Tchad et du Nigéria, le relâchement de mesures barrières s'observe dans le quotidien des habitants. Plus de cache-nez, plus de distanciation sociale ... « Les habitants sont convaincus que la Covid-19 a été déjà éradiquée dans la région. Personne ne respecte plus aucune mesure, même pas le port du cache-nez. On les porte quand nous allons dans les administrations ou pour se protéger de la poussière », affirme Yaya, un habitant de Maroua.

Ce relâchement des mesures barrières, a pourtant des conséquences sur l'évolution de la pandémie dans la région. Selon un médecin de l'hôpital régional de Maroua, qui a requis l'anonymat, même si la situation est stable, on regrette la résurgence de nouveaux cas depuis le début du mois de décembre. Ceci après une accalmie observée pendant les mois d'août, septembre, octobre et novembre. « C'est dommage de constater que la population relâche les mesures barrières. Le simple fait de porter les maques est vraiment négligé, la distanciation sociale, n'en parlons plus. Quelques rares personnes sont encore éveillées, et je crois que les mesures seront prises pour renforcer la sensibilisation au sein de la population afin d'éviter ce relâchement », explique ce médecin.

Afin de lutter efficacement contre cette maladie qui sévit dans le monde entier, l'hôpital impose des tests de dépistage aux malades en consultation externe ainsi qu'en salle, et réalisent également des tests volontaires. En moyenne 20 tests volontaires sont réalisés par jour au sein de cette formation sanitaire de 3e degré créée vers 1933. « Par jour, nous faisons une vingtaine de tests volontaires. Il faut noter que nous ne sommes pas les seuls centres à faire le dépistage. Les tests sont réalisés dans toutes les formations sanitaires. Cette semaine (du 7au 11 décembre 2020 Ndr), par exemple, sur une vingtaine de tests, nous avons eu pratiquement 7 à 8 cas positifs. La situation est vraiment alarmante. Par rapport au mois d'août, septembre, octobre et novembre, il y a eu une hausse de cas positifs », constate ce médecin.



Source : Minsanté du 02 décembre 2020 /DataViz by ADISI-Cameroun/ projet free Press Unlimited

Depuis le début de la pandémie, renseigne le rapport de situation au 2 décembre 2020, près de 711 cas positifs ont été enregistrés dans cette région du pays, avec 591 guéris, moins de 100 cas actifs et un taux de létalité de 1,8%. Près de 13 décès sont à déplorer, et 5 femmes enceintes contaminés. Au niveau national, le Cameroun compte 24 560 cas confirmés avec 775

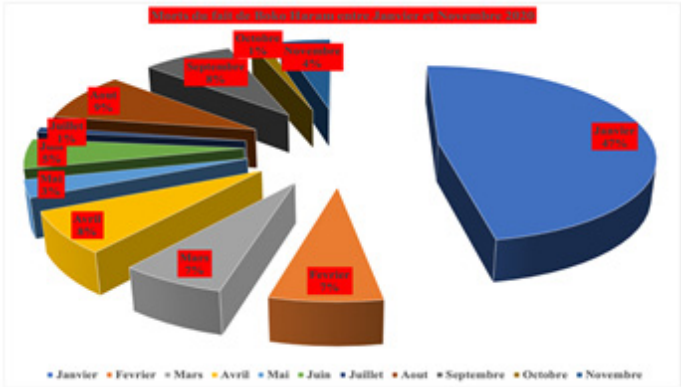
cas actifs, 441 décès, 23 344 personnes guéries (95%) et 169 districts affectés sur 190 (88,9%).

A l'hôpital régional de Maroua, principal centre de prise en charge de covid-19 de la région, une dizaine de personnels soignants ont été mobilisés dans le cadre de la riposte contre cette maladie. Selon une source à l'unité des approvisionnements et de la logistique au Centre Régional de Prévention et de lutte contre les épidémies (CERPLE), toutes les dispositions ont été prises pour assurer la disponibilité des intrants et des médicaments dans les différentes formations sanitaires.

Travaux réalisés dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 avec le soutien de Free Press Unlimited.

Marie Louise MAMGUE

BOKO HARAM : MAROUA ENTRE SOUVENIRS ET PEUR, L'ARRIÈRE RÉGION TERRORISÉE



Source : CNDLH/Extrême-Nord/ DataViz by ADISI-Cameroun
21 December 2020 root Enquêtes Reportages

Au centre-ville de Maroua, la vie a repris ses habitudes. Cependant, dans les 3 départements frontaliers de l'Extrême-Nord, Boko Haram sévit toujours, alternant stratégies, terreur et défiance de l'autorité de l'Etat.

Il est un peu plus de 19h, l'ambiance de nuit plane sur Domayo, l'un des coins chauds de la capitale de l'Extrême-Nord. Tous les commerces de nuit s'installent. Les décibels se rivalisent. Les belles de nuit, pour la plupart de très jeunes filles à peine la vingtaine entamée, prennent possession des coins « stratégiques » de cette longue et large rue très connue des habitants et des touristes.

Au regard des mouvements des usagers dans les boulangeries, boutiques, bars, snacks qui longent cette rue et dont l'éclairage donne un décor de grandes quiétudes, les moments de peur et de frayeur semble être de lointains souvenirs dans ce coin chaud. Désormais, et ce depuis quelques années, on peut se mouvoir jusqu'au pont vert sans avoir peur d'être surpris par une attaque kamikaze. Ces périodes de couvre-feu à 19h, ont laissé place à l'ambiance d'avant 2014.

Désormais, Maroua fait face à des problèmes d'infrastructures notamment routières avec une voirie complètement délabrée aussi bien des axes principaux que dans les ruelles des quartiers chics et pauvres. La poussière sur tous les axes de la ville reste le compagnon fidèle des usagers. Ici, chacun se débrouille pour éviter d'absorber la poussière, la moto restant le moyen de déplacement le plus sollicité par les habitants. Il faut aussi, depuis plusieurs mois, composer avec le manque d'électricité qui est rare dans les ménages en dépit des promesses gouvernementales. Faisant face à un rationnement dont les plages horaires ne sont pas respectées, chacun use de ses moyens pour s'éclairer.

Arrière région

Seulement, dans l'arrière région, le climat reste crispé et lourd. Les attaques de Boko Haram sont désormais récurrentes dans trois des six départements (Mayo-Tsanaga, Logone et Chari et Mayo Sava) frontaliers au Nigeria et au lac Tchad. On les appelle « ligne rouge » ou encore ligne de front en langage militaire. Ici, des villages se sont vidés, les écoles ont vu leurs effectifs diminués de plus de la moitié. « On est parti de plus de 1 600 élèves avant la crise à moins de 800 cette année scolaire » confie, Narcisse Mbiti, censeur au Lycée de Mozogo ayant passé 9 ans dans cet établissement d'enseignement secondaire et 15 dans le même département.

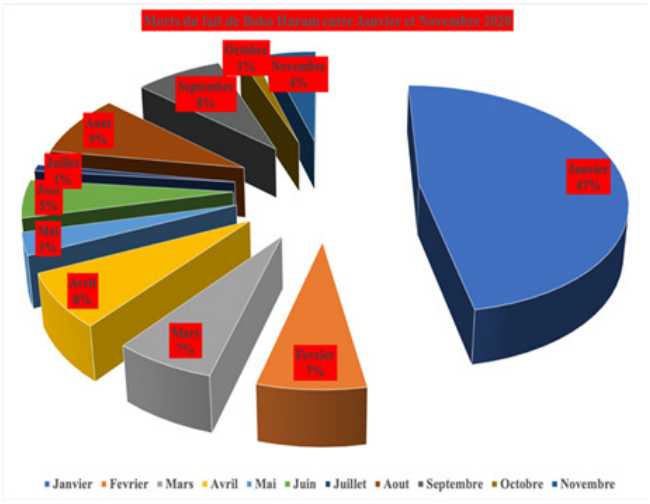
Dans ces villages en effet, les adeptes de Boko Haram ditent leur loi. « Il y a des villages, quand nous voulons déployer nos activités, on doit d'abord consulter le chef de village », prévient Eric Kaptchouang, coordonnateur de projet régional chez Dynamique Mondiale des Jeunesse (DMJ), une organisation qui accompagne les jeunes dans cette région. « Nous savons par ailleurs que nous devons mener nos activités à partir de 08h et 17h ne doit pas nous retrouver dans la zone » insiste-t-il, avant de préciser que dans certains coins, « Vous devez être parti avant 14h ».

Pour autant, s'il y a un point sur lequel à Maroua toutes les érudites se mettent d'accord, c'est le mode opératoire de ce qu'on appelle ici les « associés ». La remarque est constante dans le monde universitaire, chez les chercheurs et défenseurs des droits de l'Homme. « Il n'y a pas d'accalmie, mais de degré d'actions » analyse le Pr Gwoda Adder Abel, Maitre de conférences à l'université de Maroua, par ailleurs conseiller technique du Centre de désarmement, démobilisation et de Réinsertion (CDDR) de Meri et un autre site à Mora. Cette position qui est largement partagée, vient battre en brèche une certaine opinion qui laisse croire que Boko Haram a baissé d'intensité de frappe.

Source : CNDLH/Extrême-Nord/ DataViz by ADISI-Cameroun

Ce chercheur qui travaille sur la problématique de l'insécurité dans cette partie du pays, trouve les incursions de Boko Haram « audacieuse » comme un défi à l'armée Camerounaise et à l'autorité de l'Etat. Ce qui donne plusieurs raisons de croire que les adeptes de cette nébuleuse sont aux portes de Maroua. « Ils attaquent et progressent à l'intérieur de la région jusqu'aux pont Sava, signe qu'ils peuvent attaquer Maroua », craint le chercheur.

Les dernières attaques qualifiées de terroristes remontent à 2017, toutes les autres attaques n'ayant pas de connotation de terreur selon des sources sécuritaires locales.

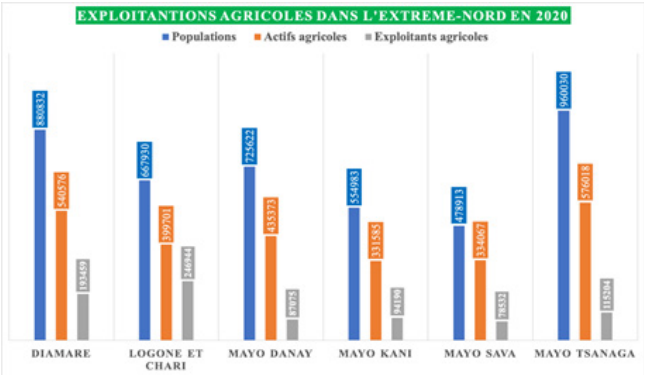


Source : CNDLH/Extrême-Nord/ DataViz by ADISI-Cameroun

Tout compte fait, des observateurs dans la région s'accordent à dire que les incursions de Boko Haram en territoire camerounais, visent à se ravitailler en denrées alimentaires, kidnapper pour exiger des rançons afin de constituer leur trésor de guerre, enlever des jeunes filles et femmes pour leur servir d'agent de renseignement et les jeunes ou enfants pour les enrôler.

Paul- Joël KAMTCHANG de retour de Maroua

EXTRÊME-NORD : LA COVID-19 EXPOSE LA RÉGION À UNE INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Source- MINADER_E-N_DataViz by ADISI-Cameroun
22 December 2020 root Enquêtes Reportages

Selon la délégation régionale du MINADER de l'Extrême-Nord, les stocks des ménages sont fortement entamés et les prix des aliments de base dans les centres urbains sont restés élevés depuis le mois d'avril, en raison de la baisse de l'approvisionnement du marché causée par la réduction des flux commerciaux.

En plus de l'agriculture, Baba vit des bénéfices issus des financements qu'il octroie à certains cultivateurs de Djolao dans l'arrondissement de Maroua 3e à l'Extrême-Nord du Cameroun. Mais cette année, ce père de famille peine a récupéré son investissement. « Pendant la saison sèche, je finance les activités des cultivateurs d'oignons et de tomates.

A la récolte, il me remette le produit. Si le prix est bon, je tire un peu de bénéfice. Avec la Covid-19, certains débiteurs n'ont pas pu me rembourser, puisque les prix ont tellement chuté sur le marché. Ils ont juste récupéré l'argent de leur intrant », explique ce créancier.

La fermeture des frontières à cause de la pandémie Covid-19, a en effet bloqué les transactions vers les pays voisins et les autres régions du pays. « Les oignons par exemple ne sont plus exportés. Les cultivateurs sont obligés de vendre à vil prix juste pour écouler leur produit. Le sac vendu à 80 mille, coûte 40 mille F Cfa cette année », déplore cet agriculteur.

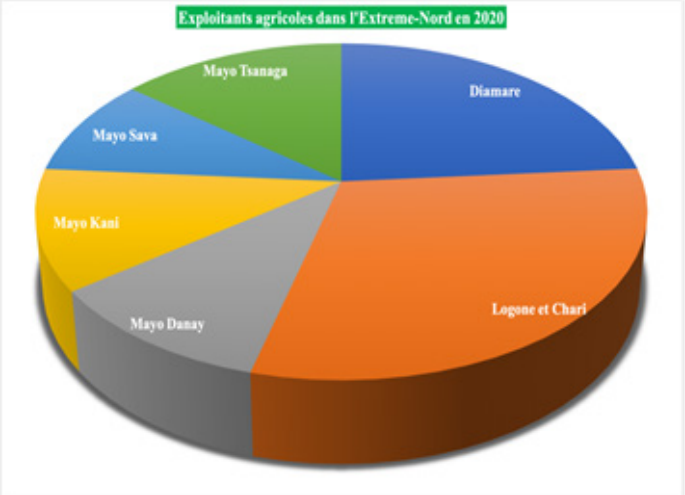
Au village Yamagoule, dans la commune de Tokombéré, département du Mayo-Sava, Bardoum Madara, un agriculteur de 33 ans a dû abandonner près de la moitié de sa production de coton, sur une superficie de 5000 m2. Une production évaluée à environ 2 tonnes de coton, qui valent plus de 300 mille F Cfa sur le marché local. En effet, avec les mesures barrières imposées par la crise sanitaire, ce père de 9 enfants a manqué la main d'œuvre pour entretenir cette partie de sa plantation. Une situation que craint Baledjou Chete, agriculteur et éleveur, qui a cultivé le mil, les arachides, le coton et le sorgho, au moment de sa récolte.

« La plupart des champs sont abandonnés. En plus des fortes pluies, la solidarité sociale qui existe dans le milieu agricole a disparu, tout simplement parce que les liens sociaux se sont brisés avec la distanciation sociale. Avant les habitants s'entraidaient pour cultiver, sarcler et récolter leur produit. Mais maintenant chacun se débrouille seul de son côté, la Covid-19 a rompu cette chaine de solidarité qui permettait aux agriculteurs locaux d'avoir une main d'œuvre conséquente et de sauver leur production », déplore Jean Paul Dounia Formateur et directeur adjoint de la maison des paysans à Tokombéré.

Cet animateur communautaire accompagne au quotidien les acteurs agricoles dans ce département qui compte plus de 78 mille exploitants agricoles actifs, selon la délégation régionale de l'Agriculture et du développement rural ((DRADER). D'après son analyse, la production locale est en baisse, tandis que les prix sur le marché ont considérablement augmenté. Le prix de 100 g de mil par exemple, est passé de 6 mille F Cfa à la même période en 2019 à 18 mille F Cfa en 2020 et les arachides de 500 F Cfa à 1000 F Cfa le sac de 2,5 kg. « Il n y'a plus assez de mil au marché. Les gens réservent leur production pour l'autoconsommation », confie Baledjou Chete.

Déficit

A en croire Amadoua Lawal, le président du Gic Narral Remoobe E Ganjore, basé à Maroua 3e qui regroupe une dizaine de producteurs de coton et de céréale, les producteurs subissent une baisse importante de production. De 1,5 tonnes minimum par hectare, ils se retrouvent en cette période de crise à 600 tonnes. « Avant nous vendons le sac de 100 kg à 18 mille F Cfa, maintenant le même sac oscille entre 14-15 mille F Cfa. La Covid-19 a renversé tout le programme, même les prévisions de 4 tonnes par hectare visées, n'ont pas été atteintes. Nous sommes passés de 1,8 tonnes à 600 tonnes. Nous avons cultivé près de 3 ha en 2019. En plus de la Covid, les inondations ont réduit davantage notre production. Nous avons à peine récolté 13 sacs de maïs soit moins de 500 Kg alors que nous pouvons, si toutes les conditions étaient réunies disposer d'au moins 3 tonnes par ha », déplore-t-il.



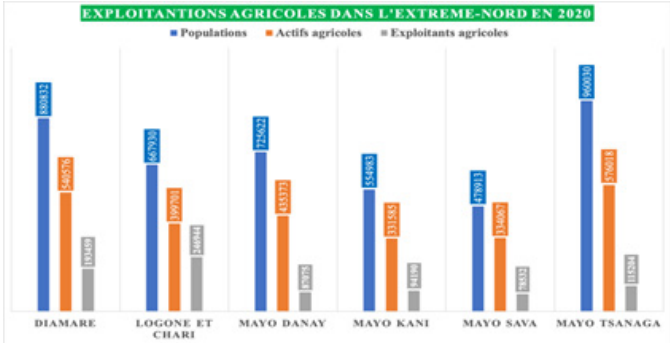
Source- DR MINADER_E_N_DataViz by ADISI-Cameroun

Depuis juillet 2020, indique Famine Early Warning Systems Network dans son rapport « Perspective sur la sécurité alimentaire », les prix des denrées alimentaires ont augmenté au-delà des niveaux habituels, le sorgho et le maïs se vendant respectivement 46-60 pour cent et 30-47 pour cent plus cher qu'en juillet 2019. Bien que les prix actuels soient encore au-dessus de la moyenne, le sorgho et l'arachide enregistrent des baisses de 17 pour cent et 18 pour cent par rapport aux trois derniers mois.

Bien que l'effet de Covid-19 ait été généralement minime sur la campagne agricole principale de 2020, relève cette source, les prix des intrants ont augmenté, en particulier dans les zones rurales en raison des restrictions de mouvement. Malgré les récoltes, les prix des aliments de base dans les centres urbains sont restés élevés depuis le mois d'avril, en raison de la baisse de l'approvisionnement du marché causée par la réduction des flux commerciaux des zones rurales vers les zones urbaines et sur le corridor Douala-Maroua-Kousseri et les corridors Maiduguri-Maroua et Maiduguri-Kousseri en raison des fermetures de frontières liées au Covid-19, la rareté artificielle créée par certains grossistes.

Sécurité alimentaire

En outre, les perturbations des chaînes d'approvisionnement locales causées par les fortes pluies et les coûts de transport élevés liés aux Covid-19 ont des répercussions négatives sur l'approvisionnement en maïs du Nord et de certaines parties de Mayo Tsanaga, ainsi que sur l'importation de sorgho et de riz au Cameroun en provenance du Tchad et du Nigeria, qui est typique pendant la saison de soudure. « Les stocks des ménages ont été fortement entamés dans la zone méridionale, suite à la demande grandissante des zones urbaines et péri-urbaines pendant la période de mars à mai 2020, laissant la situation préoccupante dans certains départements », note Benoît Bayang, sous-délégué régional chargé de la promotion de l'Agriculture et du Développement rural.



Source- MINADER_E-N_DataViz by ADISI-Cameroun

En plus des pénuries alimentaires typiques qui accompagnent la période de soudure, regrette-t-il, la tendance actuelle des prix a une implication majeure sur la sécurité alimentaire actuelle des ménages pauvres de l'Extrême-Nord, les exposant encore davantage à l'insécurité alimentaire.

Cette crise n'épargne pas le secteur d'élevage, qui occupe une bonne brochette des habitants de cette région. Selon Alioum Sadou, éleveur au quartier Kongola Djolao à Maroua 3e ce secteur traverse l'un de ses plus grands troubles. Le prix d'un bœuf a chuté de 500 à 300 mille F Cfa, tandis que le mouton passe de 100 mille à 50-60 milles F Cfa. Une situation, dit-il, engendrée par la fermeture des frontières et la baisse des flux commerciaux.

Travaux réalisé dans le cadre du projet d'« Accès à l'information en période de Covid-19 » avec le soutien de Free Press Unlimited.

Marie Louise MAMGUE

COVID-19 : LES MESURES BARRIÈRES AFFECTENT PRÈS DE 91,95% DE JOURNALISTES AU CAMEROUN

Présentation officielle

2 February 2021 root Actualités

Dans son rapport sur « l'Impact des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 sur les libertés publiques au Cameroun », ADISI Cameroun relève que la limitation de la mobilité des hommes de presse dans l'exercice de leur profession a restreint leur accès aux sources avec un fort impact sur la collecte des informations.

Depuis mars 2020, le Cameroun est affecté, comme le monde dans son ensemble, par la crise sanitaire de la Covid-19. Cette pandémie qui a déjà fait plus de 29 617 cas confirmés sur le territoire national, impose une nouvelle mode de vie et des restrictions barrières édictées autant par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et que le gouvernement. Entre autres, le port des marques de protection, l'utilisation des gels hydroalcooliques, la fermeture des frontières, la distanciation sociale. Cependant, bien que ces mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 contribuent à limiter la propagation de la maladie, elle a un impact non négligeable sur certaines libertés publiques.

C'est en effet, ce que relève l'Association pour le Développement Intégré et la Solidarité Interactive (ADISI Cameroun), une organisation de la société civile de droit camerounais dans son rapport qui sera officiellement publié le 16 février prochain à Douala avec le soutien de Free Press Unlimited dans le cadre du projet d' « Accès à l'information en période de Covid-19 ». D'après cette étude sur « l'Impact des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 sur les libertés publiques au Cameroun », plusieurs situations d'atteinte aux libertés ont été répertoriées, notamment dans les cas spécifiques de la liberté d'accès à l'information, la liberté de religion et la liberté de manifestation et de réunion pourtant garanties par de nombreux textes internationaux, régionaux et nationaux. Pour ce qui est de la liberté d'accès à l'information, 91,95% de journalistes ont affirmé, révèle ce rapport, que ces mesures ont effectivement impacté la liberté d'accès à l'information déjà très réduite au Cameroun. La cause majeure des restrictions à l'œuvre sera la limitation de la mobilité des hommes de presse dans l'exercice de leur profession qui va restreindre leur accès aux sources avec naturellement un fort impact sur la collecte des informations.

La fermeture des frontières a aussi affecté près de 34,04% de journalistes parmi ceux ayant déjà effectué une mission ou des reportages à l'étranger. 73% de journalistes ont été impactés par la décongestion du nombre de passagers dans les transports en commun et près de 38,29 % se sont déjà vus refuser l'accès à un site de recouvrement pour défaut de port du masque facial. Le renforcement du dispositif sécuritaire note cette organisation, a empêché près de 56% de reporters de recouper des informations auprès des administrations.

Toutefois, souligne cette association, quelques politiques d'accès à distance à l'information ont été activées pour remédier à ces impacts. Malheureusement, elles rencontrent plusieurs limites au rang desquelles celles observées dans le cas particulier de la crise du Coronavirus telle que gérée par le Ministère de la Santé Publique (Minsanté). On note par exemple, que seuls 18,18 % des 59,68 % des journalistes ayant sollicité un accès aux sites de quarantaine et de prise en charge des malades de Covid-19 ont obtenu une autorisation, 55,14 % ont décrié la fréquence non satisfaisante des communications gouvernementales sur la pandémie, 86,95 % ont dénoncé l'iniquité dans la fourniture des informations entre médias publics et privés...

A l'issue des investigations menées dans le cadre de cette étude, il est recommandé entre autres, d'accorder des dispenses spéciales aux journalistes face aux mesures qui restreignent l'accès aux lieux publics et sites de prise en charge de la Covid-19 ; d'organiser des webinaires à l'intention des professionnels des médias sur le journalisme en temps de crise sanitaire et les recycler à la pratique du télétravail, de veiller à ce que chaque administration dispose d'un site internet, une page sur les réseaux sociaux bien aménagés, riches et régulièrement actualisés, avec des comptes certifiés pour garantir la crédibilité des contenus.

Marie Louise MAMGUE

COVID-19 : DES FLORICULTEURS DU SUD-OUEST ENREGISTRENT UNE PERTE DE PLUS 3 MILLIONS FCFA

Un champ de fleur

10 February 2021 root Enquêtes Reportages

Contrairement à la crise anglophone, le Coronavirus a plus affecté ce secteur d'activité qui compte une quarantaine de producteurs dans cette région.

Passionné de la floriculture, Francis Nekoli, un fonctionnaire en exercice, y consacre la majeure partie de ses journées, à quelques exceptions près. « J'avais une grande commande qui devait aller à Douala hier, c'est pourquoi je ne suis pas au champ aujourd'hui », confie-t-il. Propriétaire d'une parcelle de terre de 3 hectares à Bokwango, quartier situé au sud de Buea dans le département du Fako, région du Sud-Ouest, Francis ne consacre pour l'instant que, la moitié de son terrain à la culture des fleurs, faute de moyens financiers.

Le floriculteur qui s'est lancé dans cette activité il y a environ 8 ans, décrie le faible engouement des jeunes dans ce secteur pourtant générateur d'emplois, d'où sa décision de former quelques-uns. « Nous encourageons les jeunes qui n'ont pas pu continuer les études pour une quelconque

raison, de s'y lancer », indique-t-il. A cette volonté de voir les jeunes se tourner vers la floriculture, Francis décide de prendre une vingtaine d'entre eux sous son aile. Ceux-ci lui allègent la tâche lors des récoltes. « J'ai environ 26 jeunes avec qui je travaille, mais ils n'ont pas d'argent pour acheter des terrains. Ils travaillent dans le mien en attendant de collecter tout ce qu'ils gagneront pour entrer en possession du leur », confie-t-il.

Covid-19

Comme dans plusieurs secteurs d'activités, la Covid-19 a engendré des perturbations dans le secteur de la floriculture. « Le marché était lent, le business était complètement en arrêt, les fleurs mourraient dans les champs... La perte que j'ai enregistré en cette période (de juillet à décembre) est estimée à plus de 3 millions », révèle Francis Nekoli. Comme lui, David Akema dit avoir passé de mauvais moments durant la période forte de la Covid-19. « J'ai perdu des centaines de mille pendant cette période », confie-t-il sans en dire plus.

Habitué à avoir un bénéfice mensuel qui oscille entre 200 000 F Cfa et 300 000 F Cfa, et environ 500 000 F Cfa en une semaine au mois de décembre, Francis déclare que la Covid-19 a été un ravisseur. Sans dire exactement à combien s'élevaient désormais ses revenus au plus fort de la crise sanitaire. Il avoue néanmoins avoir connu des mauvais jours. Une réalité qui a affecté toute la chaine. « Personne n'a été épargnée. Nous avons eu des fleurs, mais pas de commandes, ce qui a engendré beaucoup de pertes », explique Pierre Magane Ndoki, commerçant au marché des fleurs de Douala.

Durant la période Avril-Mai 2020, dit-il, les fleurs qui se vendaient à 300 F Cfa l'unité sont passées à 500 F Cfa, tandis que la botte de 50 fleurs est passée à 50 000 F Cfa, alors qu'elle ne coûtait que 12 000 F Cfa, et parfois 10 000 F Cfa. Pour Rose Mbonde, promotrice de Horti-Floral Institute; la seule école de formation des floriculteurs au Cameroun et en Afrique centrale située à Buea, cette période a été plus difficile à gérer que la crise sécuritaire qui secoue le pays depuis bientôt 5 ans. « La crise anglophone n'a vraiment pas eu d'incidence sur notre secteur d'activité, c'est plutôt la Covid-19 qui a impacté le marché. Il était totalement mort », a-t-elle révélée.

QUELQUES LIEUX OÙ DES FLEURS SONT PRODUITES À BUÉA

Une activité encore à la traine

Malgré la demande de plus en plus grande, et les bénéfices qu'elle génère, la floriculture est malheureusement encore mal structurée au Cameroun. Ce qui explique sa faible portée dans le marché local. « Les floriculteurs ne sont pas financés, ils sont mal organisés, ils ont une faible capacité de négociation parce que ce sont des individus, ils ne font pas le lobbying. Pourtant, lorsqu' on a un pareil secteur où des personnes ne savent pas que c'est porteur, on doit faire le lobbying », souligne Jackson Ntapi, Délégué régional de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) pour le Sud-Ouest.

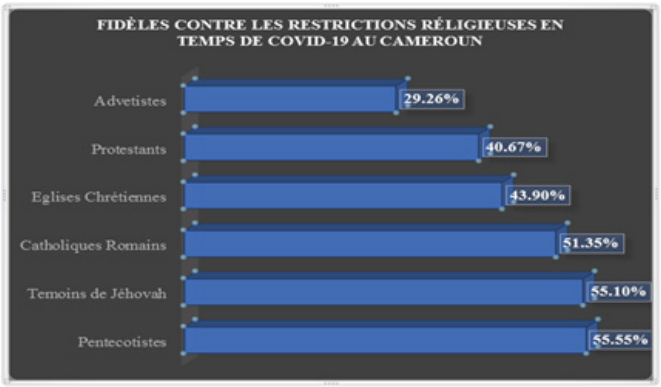
Selon Rose Mbonde, la mauvaise volonté des pouvoirs publics qui n'ont aucun programme pour ce secteur d'activité est la principale raison de cette stagnation, un point de vue que ne réfutent pas les autorités locales. « C'est vraiment négligé par l'administration. On s'en fou s'ils sont structurés, on s'en fou s'ils ont les ressources, pourtant on accompagne les autres secteurs d'activité », relève le Délégué du Minader pour le Sud-Ouest.

Pour une meilleure organisation, Jackson Ntapi suggère de mettre en place une coopérative, une idée qui semble prendre forme. « Nous avons une association en voie d'être enregistrée. Nous sommes déjà une quarantaine, mais nous voulons être au moins 50 pour entamer la procédure », indique Francis Nekoli, par ailleurs président désigné de l'association. En attendant l'effectivité de ce regroupement, les floriculteurs continuent de panser les blessures de la Covid-19.

Ce travail a été réalisé dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 » avec le soutien de Free Press Unlimited.

Michèle EBONGUE

COVID-19 : 47,17% DE CHRÉTIENS CONTRE LES RESTRICTIONS DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE



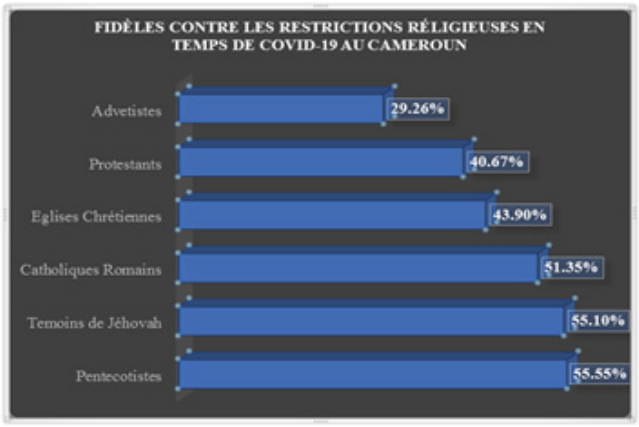
Source et DataViz : ADISI-Cameroun

17 February 2021 root Actualités

47,17 % contre 52,64 % de croyants chrétiens n'apprécient pas les restrictions de la liberté religieuse liées au respect des mesures gouvernementales anti Covid-19, d'après le rapport d'enquête d'ADISI-Cameroun, présenté mardi 16 février 2021 à Douala.

Pour limiter la propagation de la maladie à Coronavirus (Covid-19) sur le territoire camerounais, le gouvernement a instauré un certain nombre de mesures, en plus de celles prescrites par l'Organisation mondiale

de la santé (OMS). Bien que nécessaire en cette période de crise sanitaire qui paralyse le monde entier, avec plus de 30 mille cas positifs enregistrés au pays, certaines de ces restrictions ont impacté les libertés publiques déjà menacées et atteinte par la force publique au Cameroun. C'est du moins ce qui ressort du rapport d'enquête de l'Association pour le Développement Intégré et la Solidarité Interactive (ADISI-Cameroun) sur l'« Impact des mesures gouvernementales de lutte contre la covid-19 sur les libertés publiques au Cameroun ».



Source et DataViz : ADISI-Cameroun

D'après le Dr Aristide Mono, spécialiste des politiques publiques et de la sociologie des crises consultant chez ADISI-Cameroun ayant conduit ladite étude, présentée mardi 16 février 2021 à Douala au cours d'une conférence de presse, elle a permis d'évaluer l'impact réel de ces mesures sur la liberté d'accès à l'information et de presse, la liberté de religion, et la liberté de réunion et manifestation. « Ce Rapport est le fruit des données de terrain analysées de manière rigoureuse, pour garantir l'objectivité optimale des résultats. Des enquêtes ont été menées dans des régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest, jugées assez représentatives, pour répertorier les effets des exigences de lutte contre cette pandémie telles que définies par le gouvernement sur l'impérieux respect des libertés publiques », a souligné Dr Aristide Mono, l'expert qui a conduit le groupe d'enquêteurs.

Musulmans

Il ressort de ce rapport, que les mesures arrêtées par l'État, ont impacté considérablement autant sur la liberté d'accès à l'information et de presse, la liberté de réunion et manifestation que de la liberté de religion. Sur l'aspect religieux, le sondage d'opinion réalisé auprès de 401 croyants chrétiens, toutes tendances confondues, montre qu'un nombre non négligeable de fidèles affirment n'avoir pas été favorables à cette limitation des libertés religieuses. « Seulement, il est à préciser qu'il ne s'agit pas des entraves à la liberté d'exprimer ses convictions religieuses, mais à celle de les manifester dans les lieux de culte ou de prière, qui sont les espaces par excellence de manifestation de la liberté de religion », explique Dr Aristide Mono.

Statistiquement, 47,17 % d'avis de croyants chrétiens sont défavorables, contre 52,64 % d'avis favorables à l'application des restrictions de la liberté religieuse liées au respect des mesures gouvernementales anti Covid-19. « Un chiffre certes minoritaire, mais tout de même révélateur de la masse importante de croyants chrétiens ayant accepté d'observer, malgré eux, les mesures gouvernementales de lutte contre le Coronavirus. Seulement les proportions d'avis défavorables varient selon les confessions religieuses », souligne-t-il.

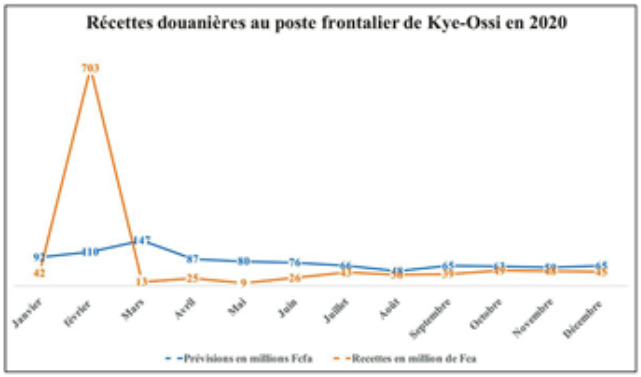
Chez les musulmans, 52,45% affirment ne pas être d'accord avec ces restrictions, qui ont bouleversé leurs pratiques religieuses. Malgré la différence de chiffres entre chrétiens et musulmans, relève cette enquête, différence qui peut trouver son explication dans le caractère un peu plus libéral des églises chrétiennes, et donc plus enclines à faire des concessions sur leurs pratiques religieuses, il reste que de part et d'autre, les taux de dépréciation de ces mesures demeurent assez élevés et permettent à cet effet de conclure à une atteinte importante aux libertés religieuses du point de vue collectif ou individuel.

Ladite enquête s'inscrit dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 » avec le soutien de free Press Unlimited et son bailleurs l'Union Européenne.

Marie Louise MAMGUE

COVID-19 : A KYE-OSSI, PRÈS DE 60% DE COMMERÇANTS FERMENT BOUTIQUE

Data Cameroon
l'information citoyenne au service de la cité



Source: Douane/DataViz by ADISI-Cameroun

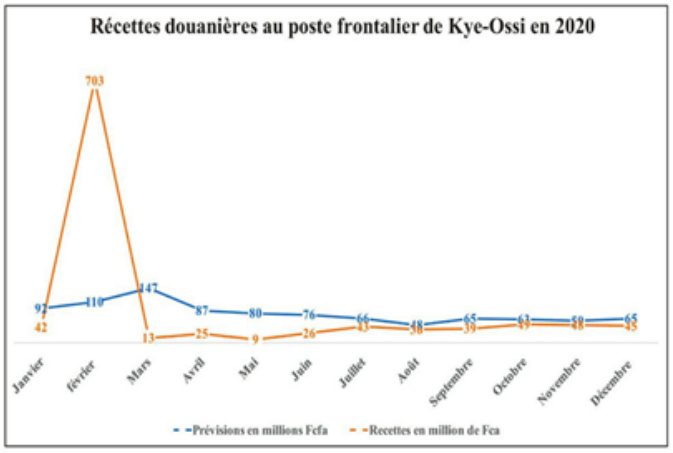
12 March 2021 root Enquêtes Reportages

Avec la fermeture des frontières du fait de la crise sanitaire, cette ville transfrontalière du Cameroun avec le Gabon et la Guinée Equatoriale connaît des difficultés économiques importantes, avec des secteurs d'activités qui ne fonctionnent plus qu'à 5%.

Le marché de Kyé-Ossi situé dans le département de la Vallée du Ntem, région du Sud, se vide un peu plus chaque jour. Au fil des semaines et des mois, le plus grand

espace commercial dans la région du Sud voit ses boutiques se fermer les unes après les autres. Les propriétaires étant à bout, préfèrent jeter l'éponge, apprend-on de Gibrille Afoudo, président du Syndicat des commerçants du marché de Kyé-Ossi.

Un tour dans ledit marché le mercredi 24 février 2021, confirme ses propos. L'arrière du marché s'est complètement vidé. Certaines boutiques sont déjà envahies par des herbes. Pour un marché de près de 2600 commerçants, près de 1000 d'entre eux ont mis la clé sous le paillasson, apprend-on de Jean Marie Zue Zue, le maire de la commune de Kye-Ossi. « 50% voire 60% des commerçants ont fermé », soutient Gibrille Afoudo sur un ton désolé. Une situation consécutive à la fermeture des frontières avec les pays voisins, du fait de la crise sanitaire.



Source: Douane/DataViz by ADISI-Cameroun

Difficile d'en être autrement dans ce marché dont la clientèle est essentiellement gabonaise et guinéenne. « Nous vivons dans une zone transfrontalière et nous avons 95% des clients qui viennent de l'extérieur. Avec les frontières fermées, on ne fait pratiquement plus rien ici au marché. On passe juste le temps pour ne pas rester à la maison dormir », révèle le président du syndicat des commerçants.

Mama Pentagone n'est pas mieux lotie. L'activité de cette propriétaire d'un bar-restaurant est en chute. « Avant la crise et la fermeture des frontières que ça entraîné, je faisais environ 60 plats par jour. Aujourd'hui, je ne fais plus que 07 plats de poisson pour une journée », renseigne la restauratrice. « Dès lors, je considère cela comme le repas de la maison puisque à cause de cette situation, nous avons envoyé tous les enfants au village. Je ne suis là qu'avec mon mari. Je sais que sur les 07 plats, lui et moi allons manger 02 et je peux vendre les 05 autres », poursuit notre interlocutrice, non sans préciser que les conditions de vie se dégradent un peu plus chaque jour.

La situation est tout aussi peu reluisante du côté de Isidore Pokam, opérateur économique installé à Kye-Ossi depuis 2009. Celui qui s'est spécialisé dans la vente en gros et détail de la friperie et des voitures avoue n'avoir jamais connu une période aussi difficile dans ses activités que celle qu'il traverse actuellement depuis la survenue de la pandémie. Propriétaire de trois shoppings jusqu'à tout récemment, tous sont fermés aujourd'hui. C'est à l'entrée du local qui lui servait jusqu'ici de bureau qu'il a accroché quelques vêtements.

Pertes financières

Pour ce chef de famille, on ne parle plus de pertes, mais de chutes. « On a connu des petites crises. Surtout les fermetures intempestives de la frontière guinéenne. Mais en ce moment, avec cette histoire de Covid-19, tout devient difficile. Nous sommes totalement à genoux », confie Isidore. Il poursuit : « la Guinée a fermé ses frontières un an avant la Covid. Donc la relation commerciale entre la Guinée et le Cameroun avant la Covid-19 n'était plus vraiment comme avant. A Kye-Ossi, on vivait uniquement des revenus entre le Cameroun et le Gabon, puisque ce dernier était encore fonctionnel avant la Covid-19. Mais à cause de cette crise sanitaire, le Gabon a fermé ses frontières. Le Cameroun aussi. Tout est resté en stand-by. Il n'y a peut-être que ceux qui font dans les vivres qui peuvent dire qu'ils s'en sortent. Mais pour nous autres qui faisons dans les autres domaines, tout est bloqué ».

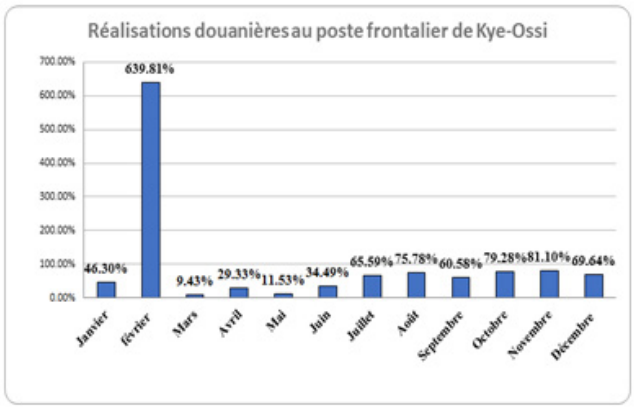
Seulement, même le secteur des vivres et notamment de l'approvisionnement est en baisse d'activités. Chauffeur-routier gabonais sur l'axe Kye-Ossi-Libreville, Boniface Tengue a vu ses voyages passer de 3, voire 4 par semaine à juste 2 depuis l'arrivée de la maladie. Bien plus, « il y a des semaines où on ne voyage pas. Je dis, même pas un seul voyage », lance celui qui exerce ce métier depuis 14 ans déjà. Conséquence, « actuellement, les avantages qu'on avait selon les voyages, on ne les a plus (...) Les salaires ont baissé de moitié je dirai. Avant, on avait des payes entre 500.000 F Cfa et 600.000 F Cfa. Mais maintenant, c'est la moitié qu'on te donne ».

Douane

La douane n'est pas épargnée. D'après Armand Mvele Ella, le chef de bureau des douanes de Kye-Ossi, depuis l'arrivée de la Covid-19 jusqu'à ce jour, le flux des personnes et des biens (c'est-à-dire des marchandises en ce qui concerne la douane) a considérablement baissé. « Lorsque les frontières sont fermées, ça veut dire que les marchandises ne circulent pas. Et si les marchandises ne circulent pas, ça veut dire que l'activité économique est en baisse. Si l'activité économique est en baisse, bien évidemment, les recettes fiscales et douanières aussi seront en baisse », explique Armand Mvele Ella.

D'après toutes les personnes rencontrées, il devient difficile de vivre dans cette ville transfrontalière. Ils en veulent pour preuve, les déménagements quotidiens des habitants de la ville. « A Kye-Ossi je ne sais pas si

je vais dire qu'on vit. On survit juste. C'est trop fort. Les gens quittent la ville tous les jours. Certains sont obligés de vendre leurs choses pour payer le transport », explique Raoul Kamto, qui exerce dans le secteur du transbordement des marchandises. « Avant la crise, je ne pouvais pas manquer 500.000 F Cfa par mois après avoir dégagé les charges. Donc 500.000 FCFA de bénéfice », a estimé Isidore. Et d'ajouter, « mais aujourd'hui, je suis dans le capital. Alors, pour le manque à gagner, on se refuse d'y penser parce que si on y pense, l'Avc (Accident vasculaire cérébral, NdlR) peut être à côté ».

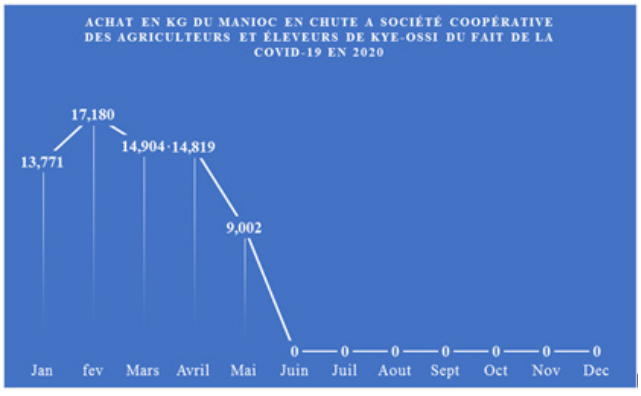


Source: Douane/DataViz by ADISI-Cameroun

Du côté des commerçants du marché aussi, les pertes sont importantes. « Le chiffre d'affaires a chuté de 95% », a déclaré Gibrille Afoudo. Il ajoute, « avant le coronavirus, je faisais des recettes à hauteur de 800.00 F Cfa et jusqu'à 1.000.000 F Cfa par semaine. Mais aujourd'hui, pour avoir 200. 000 Fcfa, il faut passer 2 à 3 semaines. Donc en une semaine, je fais une recette de moins de 100.000 F Cfa ». Avec la résurgence de la maladie, la situation s'aggrave dans cette ville frontalière qui relie trois pays de la sous-région Cemac. Beaucoup s'accordent à dire que depuis le début de cette année, la situation va de mal en pire. Tous appellent à l'ouverture des frontières pour une reprise normale des activités économiques et commerciales dans cette ville des trois frontières.

***Marthe NDIANG et Marie Louise MAMGUE, de retour de Kye-Oss**i*

COVID-19 : A KYE-OSSI, LE SECTEUR D'ÉLEVAGE AFFECTÉ À PRÈS DE 40%

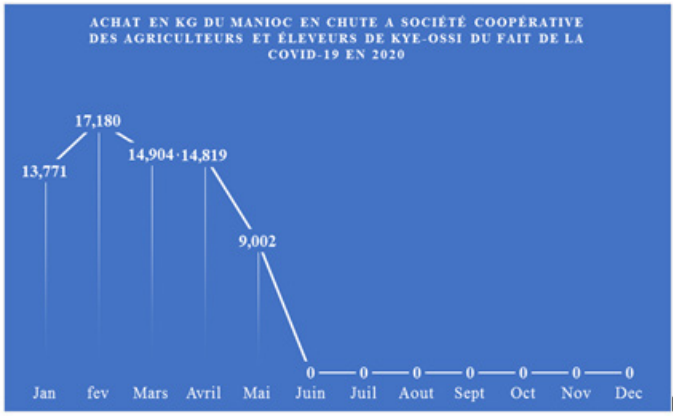


Source : SCAEK/DataViz by ADISI-Cameroun

15 March 2021 root Enquêtes Reportages

Au-delà de la crise sanitaire, les acteurs agropastoraux de cette ville transfrontalière du Sud font face à une crise économique, en raison de la fermeture des frontières camerounaises avec la Guinée équatoriale et le Gabon.

C'est une ferme aujourd'hui à l'abandon, envahie par les herbes. Le poulailler et la porcherie sont vides. Dans la bergerie, juste 3 moutons encore en vie. Quelques poissons rescapés sont visibles dans trois étangs, le mercredi 24 février 2021. Cette ferme située au quartier Akombang Nord à Kye-Ossi, ville transfrontalière dans le département de la Vallée-du-Ntem, région du Sud, a perdu de son effervescence d'antan. Le cheptel qui donnait vie à cette exploitation agricole a progressivement disparu avec l'apparition de la maladie à coronavirus. Une ferme qui pourtant produisait en moyenne 150 poulets pantalonnés et 100 petits ruminants, principalement le mouton par trimestre.



Source : SCAEK/DataViz by ADISI-Cameroun

A cause de la crise sanitaire, déplore Aristide Ambende, PCA de la Société coopérative des agriculteurs et éleveurs de Kye-Ossi (Scaek), une organisation agropastorale de près de 135 membres, qui couvre tout l'arrondissement, la ferme s'est progressivement vidée. La structure est en arrêt de production. « Depuis mars 2020, le Gabon a fermé ses frontières de manière systématique, la Guinée Equatoriale avait déjà fermé la sienne. Le Gabon était le seul marché qu'on n'avait à 60%, et lorsque les frontières ont été fermées, on est tombé à 0%. C'est essentiellement ces pays voisins qui étaient notre plus grosse clientèle », explique Aristide Ambende.

En effet, depuis le début de la pandémie dans la sous-région Afrique Centrale, les transactions avec le Gabon, principal acheteur des produits camerounais avec la Guinée Equatoriale dans cette commune est au point mort. Conséquence de la fermeture des frontières entre le Cameroun et ces deux pays voisins, dans le cadre de la réponse contre de la Covid-19. Comme retombées directes, les exportations sont bloquées.

Pertes

Avant la pandémie à Covid-19, cette coopérative

écoulait en moyenne 2 porcs par jour, à raison de 2500F Cfa le kilogramme. Un animal pèse entre 50-150 kg, ce qui équivaut à 300 mille F Cfa en moyenne de revenu journalier. Depuis avril 2020, pour cette seule filière, c'est une entrée quotidienne perdue. Ceci, sans compter les pertes enregistrées pour les autres spéculations, notamment les petits ruminants et le poulet. L'association vendait également environ 1,5 tonnes de manioc transformé par semaine vers le Gabon, une source de revenu qui a depuis lors tarie. « Entre mars et décembre, nous n'avons pas vendu. Seulement entre mars et mai 2020, nous avons enregistrés 58 tonnes de manioc qui n'ont pas été écoulées. Nous sommes partis d'une marge bénéficiaire de 4400000 F Cfa par trimestre, à zéro F Cfa dans la commercialisation du manioc transformé », déplore Aristide Ambende, PCA de cette coopérative.

Dans cette localité qui compte environ 120 éleveurs, à défaut de perdre la production, elle est vendue à vil prix. Une situation qui anéantit les efforts des producteurs locaux. Christian Waffo, est un polyculteur-éleveur, un infirmier diplômé d'état, ancien promoteur d'une formation sanitaire, aujourd'hui reconverti en agripreneur. Promoteur de la ferme aquacole de Kye-Ossi, une entreprise spécialisée dans l'entreprenariat agropastoral, il peine encore à se remettre en selle.

Depuis avril 2021, ses activités ont pris un sacré coup autant au niveau de l'approvisionnement des intrants que de l'écoulement des produits. « Depuis la pandémie, le marché est totalement paralysé. Le plus grave est au niveau des approvisionnements. Les intrants que nous utilisons viennent de Yaoundé et Douala. Les transporteurs qui nous approvisionnent, transportent également d'autres marchandises. En raison du Covid-19, la demande à Kye-Ossi a chuté, et par conséquent ces transporteurs n'y viennent plus. Les intrants sont rares et chers. Le son de blé par exemple est passé de 3000 à 7000 F Cfa », relève et entrepreneur agricole.

Un marché de bêtes à l'abandon à Kye-Ossi

Comme chez la plupart des producteurs de cette ville frontalière, la production de Christian est destinée à 90% au Gabon et à la Guinée-Equatoriale. Une clientèle habituée aux grosses commandes, qui se raréfie désormais. « D'un coup, lorsque la frontière a été fermée, surtout au niveau du Gabon, la ménagère gabonaise n'arrive plus à Kye-Ossi. On a de la peine à vendre. Je livrais mes porcs par exemple à la boucherie porc, qui pouvait tuer par semaine, 5 porcs d'au moins 120 kg, soit 600 à 700 kg de viande chaque 6-7 jours. Mais actuellement c'est à peine un porc par trois jours. Donc, on est passé de 700 à peine 200 kg chaque trois jours. Aujourd'hui on dépense pour nourrir sans pouvoir vendre. On est obligé d'aller donner le porc aux bouchers, au cas où il parvient à revendre, il nous reverse notre dû, ce qui n'est pas évident. On vit sous pression », regrette-t-il.

Marché local

Malgré cette conjoncture morose, ce Polyculteur tire avantage de la diversification de son entreprise, qui permet à sa famille de joindre les deux bouts. Le père de deux enfants a également développé une commercialisation communautaire, bien que le pouvoir d'achat soit très faible, afin de distribuer ses produits à un prix relativement accessible. « Par le passé, je pouvais vendre 300 kg de poissons en 24 h, mais j'ai mis presque 3 semaines pour vendre la même quantité en 2-3 kg chez les riverains », affirme cet éleveur. Entre le mois d'avril et décembre 2020, Christian Waffo a perdu plus de 80% de ses entrées financières. Pire, la situation ne semble pas s'améliorer avec la pandémie qui progresse au Cameroun avec plus de 36 mille cas positifs déjà enregistrés.

A en croire le délégué d'arrondissement de l'Elevage des Pêches et des Industries Animales (Minepia) de Kye-Ossi, Elhadj Djibrilla Salissou, les « pertes ne sont pas si énormes ». « Si on peut estimer que les activités allaient à 80% avant la crise, elles sont à 40% actuellement. En tant que technicien, nous tenons également compte de la consommation locale qui n'est pas négligeable », dit-il. Face à cette crise, la délégation mise sur l'encadrement et l'orientation des éleveurs vers le marché local. Le but est de les inciter à explorer les opportunités locales en attendant l'ouverture des frontières. Des financements ont également été octroyés dans le cadre du projet PRODEL pour encourager les éleveurs de poulet de chair sous l'impulsion du Minepia. Pour une meilleure organisation, la délégation a structuré le secteur en association et coopérative en fonction des spéculations. « Nous voulons que les producteurs comprennent que la situation va changer et que leurs activités vont reprendre. Kye-Ossi est une bonne localité pour l'élevage et l'agriculture », affirme Elhadj Djibrilla Salissou.

Travaux réalisés dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 au Cameroun avec le soutien de Free Press Unlimited ».

Marie Louise MAMGUE et Marthe NDIANG, de retour de Kye-Ossi

Le chantier minier Chaloupe

9 April 2021 root Enquêtes Reportages

Dans cet arrondissement de l'Est d'environ 80 mille habitants, la fermeture des frontières a entrainé une chute de prix de l'or qui passe de 2200 à 1700 F Cfa la bûchette, avec pour conséquence, une baisse des activités arti-sanales et du niveau de vie de la population. Mamadou Camill est resté à son domicile ce mercredi 24 mars 2021, au quartier Laï 2 dans la ville de Bétaré-Oya, département du Lom et Djerem, région de l'Est Cameroun. D'ordinaire à cette heure de la matinée (11 heures), ce sexagénaire et sa famille explorent les sites miniers en quête des pépites d'or. Mais depuis avril 2020, les activités de cette famille sont quasiment à l'arrêt. Leur revenu journalier est passé d'une moyenne de 5000 F Cfa à parfois rien. « Afin de respecter les mesures barrières imposées par le gouvernement, on ne partait plus au chantier tous les jours comme avant la crise. Donc, c'était vraiment difficile », se plaint ce père de 7 enfants.

Contrairement à ce sexagénaire qui a opté pour un retrait, la vie suit son court au chantier « Chaloupe », l'un des sites miniers en exploitation de Longa Mali, à 3 km du centre-ville de Bétaré-Oya. Sous l'une des centaines de cases de fortune construites en matériaux provisoires qui pullulent dans le campement, Seni, un quadragénaire reçoit dis-crètement les orpailleurs qui ont les paillettes à vendre. Sur une petite table à proximité, un petit flacon de mercure y est disposé. Il se sert de ce liquide pour transformer les paillettes. Un luxe que ne peut s'offrir tous les orpailleurs du coin. Une aubaine pour ce collecteur qui en profite pour monter les enchères.

Sur ce site minier d'environ mille âmes, une dizaine de collecteurs sont discrètement installés dans plusieurs coins. Ils achètent au quotidien la trouvaille des artisans. Mais seulement, la relation entre ces orpailleurs et collecteurs s'est dégradée avec la survenue de la pandémie de Covid-19, qui a crispé le business de l'or, principale source de revenu de plus de 80 milles habitants de Bétaré-Oya. 80% de la population, selon les données de la commune de Bétaré-Oya, dépend en effet de l'exploitation minière artisanale.

« Les collecteurs profitent de la pandémie pour créer une spéculation du marché, ceci au détriment des petits exploi-tants que nous sommes », déplore Laurent Bilamo, un artisan minier. Entre le 18 et 23 mars 2021, par exemple, explique cet artisan, la bûchette, (10 bûchettes équivalent à 1 gramme d'or Ndr) est passée de 2600 à 1400 F Cfa dans cette localité, sans aucune explication logique. « Les collecteurs dictent leur loi sur le marché », décrie-t-il. Au début de la pandémie, entre le mois de mars et mai 2020, les collecteurs ont unanimement baissé le prix de 1800 à 1000 F Cfa, voire moins. « Il a fallu l'intervention du Programme « Cadre d'appui et de promotion à l'artisanat minier (CAPAM) pour que les prix soient maintenus à la hausse », explique un observateur.

Marché mondial

Même s'il faut déplorer le comportement des collecteurs, qui tirent profit de la situation, on constate que le marché de l'or n'a pas résisté à la Covid-19, avec la chute de la demande du métal précieux sur le marché mondial, déplore Kevin Kamhoua, l'un des exploitants miniers du chantier « Chaloupe ». Dans son rapport publié le 28 janvier 2021, le Conseil mondial de l'or (CMO) relève que la demande totale est tombée à 3759,6 tonnes en 2020 alors qu'elle n'était plus passée sous la barre des 4000 tonnes depuis 2009.

Le marché devenu instable, les activités minières artisanales ont considérablement baissé et affectent en amont le niveau de vie de la population. Selon Salihou, le président de la Coopérative des artisans Miniers de Bétaré-Oya (Scoops Batene) qui compte plus de 100 membres, la pandémie de Covid-19 a beaucoup impacté le secteur minier local.

Avec la fermeture des frontières, les principaux acheteurs de l'or local (Chine, Dubaï, Hong-Kong…), ne se déplacent quasiment plus. « Présentement le gramme d'or oscille entre 16 et 21 mille F Cfa en fonction de la variété, alors qu'avant la pandémie, la même quantité était vendue entre 25-32 mille F Cfa. Le quotidien devient difficile pour les populations qui vivent dans cet arrondissement. Au niveau de notre coopérative, nous estimons les pertes liées à l'instabilité du marché à des centaines de million F Cfa », déplore Salihou.

Survie

En effet, dans cet arrondissement, le niveau de vie de la population a pris un coup du fait de l'instabilité du marché aurifère. Ici, les habitants vivent au jour le jour des revenus incertains de la vente d'or. La survie dépend des fruits de leur recherche dans les chantiers miniers. Parfois, au bout d'une journée de fouille, la quête peut s'avérer infruc-tueuse. « Les populations refusent de vendre l'or et acceptent supporter en conservant les produits pour attendre que le prix change. Le train de la vie a baissé considérablement dû au manque d'argent », relève l'ONG Forêts et Dévelop-pement Rurale (FODER) dans son rapport sur la « variation du prix de l'or dans la localité de Meiganga et Garoua-Boulai ». Selon

Landry Chekoua, chef projet FODER, après le relâchement des mesures barrières contre la Covid-19, les prix ont repris avec une hausse vertigineuse, et le marché semble plutôt se stabilisé depuis janvier 2021.

Pour tenir jusqu'au lendemain, les orpailleurs sont contraints de se tourner vers les collecteurs pour solliciter un prêt remboursable lors d'une prochaine probable vente. « On note une baisse des activités artisanales et du niveau de vie de la population. Certaines populations se sont lancées dans les activités agricoles pour tenir », souligne Landry Che-koua. Mamadou Cammil, fait d'ailleurs partie de ces habitants qui font désormais recours à l'agriculture pour faire face à l'instabilité du marché de l'or. Un impact plutôt positif de la pandémie, remarque Landry Chekoua.

Un choix que compte bien exploiter la commune de Bétaré-Oya. Bien que très peu pratiqué, la mairie trouve en l'instabilité du marché aurifère une aubaine pour développer et encourager la population dans la pratique de l'agriculture. « La mairie travaille pour que la population dispose d'une source de revenu autre que l'exploitation de l'or. L'arrondissement a des zones de forte production agricole qu'il faut fiabiliser et rentabiliser », explique le respon-sable de la communication de la commune de Bétaré-Oya, Eugène Phaussard.

Travaux réalisés dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 » avec le soutien de Free Press Unlimited.

Marie Louise MAMGUE de retour de Bétaré-Oya

EXPLOITATION ILLICITE : PLUS D'UNE CENTAINE DE GRUMES SAISIES EN 4 MOIS À MBITOM

Une partie de billes de bois saisies

12 April 2021 root Enquêtes Reportages

Comme dans plusieurs localités où cette violation de la loi prend de l'ampleur, des centaines de billes de bois ont été saisis pendant 4 mois pour plus de 500 millions F de dommages et intérêts. Par ailleurs, la pandémie de la Covid-19 impacte négativement les recettes générées par ce secteur d'activité.

A l'esplanade de la délégation régionale des Forêts et de la faune de l'Est (DRFOF), le 09 mars 2021, le visiteur est accueilli par des centaines des billes de bois entreposées depuis quelques mois. Selon le délégué départemental des Forêts et de la Faune du Lom-et-Djerem, Ombolo Tassi Engels Edding, ces grumes évaluées à plusieurs millions F Cfa, « proviennent de l'exploitation illégale dans la localité de Mbitom. Une autre quantité importante se trouve au parc à bois du poste de contrôle forestier de ladite localité. Donc, sur la cour, nous avons une centaine de billes de bois qui ont donné lieux à des procès-verbaux de constatation d'infractions contre divers acteurs qui n'ont pas de titres d'exploitation forestière ». Par ailleurs explique-t-il, « ces bois saisis ces 04 derniers mois ont fait l'objet des cautionnements de l'ordre de 9.125.000 F Cfa. Les dommages et intérêts que réclame l'Etat s'élèvent à 559.880.49F 0 Cfa. En outre, les bois débités saisis ont été vendus aux enchères publiques à hauteur de 8.140.535 F Cfa ».

En dehors du bois, les différentes opérations ont parmi des saisies du matériel dont, un bulldozer, des tronçonneuses, des batteries et filtres à gas-oil d'engins. Pour la suite des procédures, le délégué explique que, « pour ce qui est des billes de bois saisies, seule l'administration centrale est compétente pour décider de la vente aux enchères dans le cadre d'une procédure contentieuse. Lorsque le mis en cause sollicite une transaction, nos services transmettent la demande à la hiérarchie et proposent le lancement des avis d'appels d'offres de vente aux enchères ». En 2019, la délégation régionale, sous la coordination de Georges Amougou Ondoua, a récolté plus de 150 millions F Cfa de recettes de vente du bois illégal saisi.

Sanction

En dehors de Mbitom, d'autres foyers de l'exploitation illégale en violation de la loi de 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche ont été répertoriés par la délégation régionale. Il s'agit de Gouékong, Woutchaba, Koundi, Gbakombo, Ekombitié entre autres. Dans ces localités, apprend-on, les exploitants illégaux profitent des anciennes pistes forestières pour pénétrer les forêts communautaires.

C'est d'ailleurs dans ces zones qu'est sorti 150 m³ du bois illégal saisis il y a 5 ans, lors d'une opération de la délégation régionale. Selon le délégué de l'époque, «il s'agit du bois illégal saisi dans les différents postes de contrôle sur la route Bertoua – Ngaoundéré en destination du Grand Nord, le Tchad et le Soudan ». L'opération avait été initiée suite aux engagements pris par le MINFOF devant la CONAC afin d'éradiquer la corruption dans le secteur forêt.

Malgré les sanctions, l'exploitation illégale du bois persiste dans cette région. « L'exploitation et la vente illégale du bois est un phénomène économique que l'on trouve partout ; dans la Douane, le Commerce et le Transport. Chaque année, nous faisons entrer une masse monétaire importante dans les caisses de l'Etat à travers

des pénalités et les ventes aux enchères publiques du bois saisi, mais cela n'a pas découragé ceux qui se livrent à ces pratiques », martèle un haut responsable de la brigade nationale de contrôle du MINFOF.

Covid-19

Au-delà de l'exploitation illégale, la pandémie de la Covid-19 a sérieusement affectée les recettes fiscales générées par l'exploitation des forêts. A la fin du premier semestre 2020, les recettes fiscales dans la région de l'Est avaient chuté de plus de 148 millions F Cfa par rapport aux objectifs fixés. Selon l'Administration fiscale, la chute drastique observée est la conséquence directe de la pandémie du coronavirus et les mesures barrières dictées par le gouvernement qui ont paralysé les activités économiques. « La fermeture des sociétés notamment forestières qui ne pouvaient plus couper le bois pour qu'on prélève la taxe d'abatage, la chute des affaires au niveau des entreprises hôtelières, les restaurants et les activités qui se greffent autour du tourisme notamment la chasse sportive dans les aires protégées, le ralentissement des mouvements au niveau des transports, la suppression des contrôles, la suspension du paiement de la taxe à l'essieu entre autres ont ralenti les recouvrement des impôts pendant le premier semestre », indique Oumarou Wadjonré, chef du Centre régional des impôts.

Travaux réalisés dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 » avec le soutien de Free Press Unlimited.

Sébastian Chi Elvido à Bertoua

COVID-19 : LES MINORITÉS BAKA DE L'EST MALADES DE LA « PANDÉMIE » ÉCONOMIQUE

Une vue du campement de Mayos

23 April 2021 root Enquêtes Reportages

Jusqu'ici épargné de la maladie, ce peuple de pygmées, environ 700, subit néanmoins un ralentissement de leurs activités commerciales en raison de la réduction de la mobilité de leurs clients.

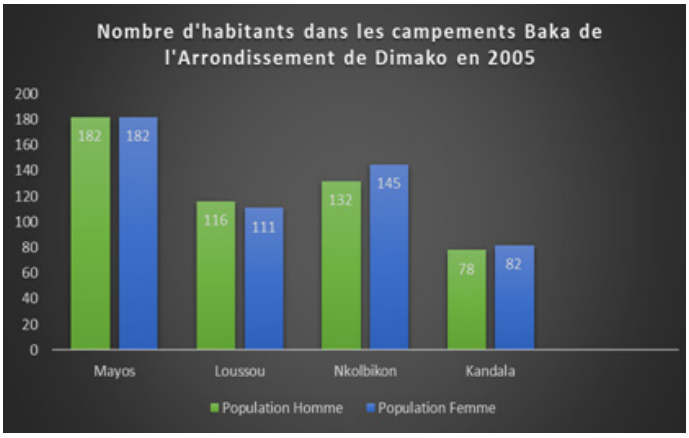
Il faut rouler une vingtaine de minutes après la sortie de la route principale qui mène à Bertoua dans la région de l'Est, pour atteindre le campement du peuple Baka de Mayos situé à environ 15 kilomètres de la commune de Dimako, qui compte environ 15 mille habitants. Une piste non goudronnée, qui relie ce peuple de la forêt au reste de l'arrondissement, parsemée de nids-de-poule, entourée de forêt et de plantations agricoles.

Le campement qui se cache derrière une étendue boisée, abrite une communauté d'environs 700 âmes. Une centaine de maisons majoritairement construites en planche et en terre battue y sont agglutinées. Exception faite pour la seule école du coin, l'école publique de Mayos, l'église du village, le musée et la maison de la conseillère municipale, par ailleurs ex-chanteuse vedette du groupe Patengue, qui se distinguent par des bâtisses modernes.

Il est environ 16 heures ce jeudi 25 mars 2021, et les femmes s'activent dans leurs tâches domestiques. Les hommes eux, vont et viennent dans le camp pour certains, ou s'attèlent à une tâche domestique. Tandis que les plus jeunes, sont soit sous l'arbre à palabre du coin, soit en train de jouer au football dans la cour de l'école.

Mesures barrières

Ici, personne n'arbore de cache-nez et aucune distanciation physique n'est respectée. Pourtant ils ont été sensibilisés sur le respect des mesures barrières prescrites dans le cadre de la riposte contre la maladie à Coronavirus. « On nous a conseillés de laver les mains avec le savon et l'eau coulant, de porter les masques. Nous encourageons la communauté de se laver régulièrement les mains. Il y en a qui respectent cela, et d'autres pas. », explique Dieudonné Noutcheguenou, Chef de 3e degré de Mayos.



Source: Bucrep/DataViz by ADISI-Cameroun

Selon lui, les habitants estiment que ces mesures ne concernent que les citadins, d'où la négligence des mesures barrières. Pourtant, « Dimako est sur le corridor Douala-Bangui, Douala-Ndjamena et ainsi de suite. Donc à Dimako on peut très bien chopper une tare qui vient de l'Europe ou qui vient des autres pays avoisinants à travers la route nationale N°10 », souligne Yves Tokambou Nteme, maire de la commune de Dimako.

A l'en croire, ce relâchement s'explique par le fait que le campement n'a encore eu aucun cas de Covid-19, une particularité pour ces minorités. « Les peuples autochtones

de l'Est Cameroun pour l'instant sont encore hors de portée des vagues de contamination. Ceci est surtout dû à l'enclavement de certaines de leurs communautés. En effet, en dehors de quelques agglomérations proches de centres urbains, la majorité des Baka vivent dans des localités très excentrées, ce qui résume la nécessité de la distanciation sociale entre les communautés. Aucun cas de Covid-19 n'a encore été déclaré chez les peuples autochtones des forêts », souligne Venant Messe, coordinateur de l'Ong Okani, une organisation qui milite pour le respect des droits, de l'équité et l'épanouissement des peuples autochtones des forêts.

La régularité dans le respect des mesures barrières, précise Venant Messe, n'a plus la même intensité que lors de la survenue de la pandémie. « Le relâchement a été aussi observé comme chez les autres maillons de la communauté nationale suite à la mauvaise information véhiculée par les oiseaux de mauvais augure. Les seaux ont été mis de côté, le port des cache-nez n'est plus le souci des Baka par exemple », indique-t-il.

Pourtant, comme le souligne le chef de Mayos, tout le monde doit respecter les instructions données lorsqu'une maladie frappe le pays. « Même si on est dans l'arrière-pays, on doit les respecter », instruit cette autorité traditionnelle qui a également préparé une potion faites d'écorces pour contrecarrer la Covid-19 et toute autre maladie opportune. La tisane « Gouga » est consommée ici par tous (hommes, femmes et enfants), au seul regret que comme pour les mesures barrières, tout le monde n'en prend pas comme prescrit.

Difficultés économiques

Même s'ils sont épargnés de la maladie, ces autochtones connaissent des difficultés économiques comme partout ailleurs au Cameroun. Notamment le ralentissement des activités commerciales en raison de la réduction de la mobilité. Les communautés qui ont opté pour le confinement en forêt ont ainsi vu leur économie chutée, laisse entendre Venant Messe, parce que leurs principaux clients qui viennent des villes voisines ont retreint leur déplacement vers les différents campements. « Les gens ont peur de venir au village, et nos plantains pourrissent parce que nous n'avons plus d'acheteurs », souligne Dieudonné Noutcheguenou.

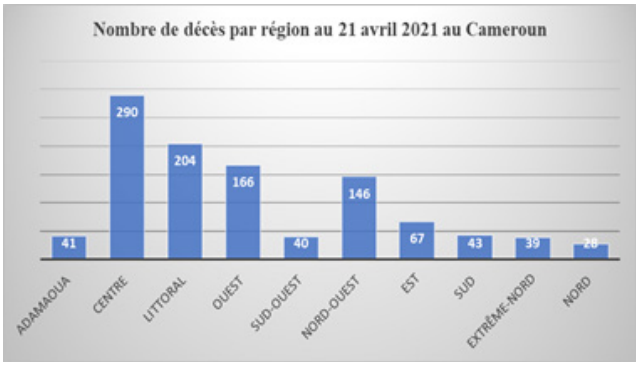
Avec un revenu mensuel estimé entre 200 000 à 400 000 F Cfa avant la pandémie, ce polygame et père de 7 enfants peine désormais à réaliser le même rendement. « Le commerce se limite au village, du coup le rendement n'est pas le même que lorsque les revendeurs viennent s'approvisionner ici », déplore le Chef.

Cependant, souligne l'Ong Okani, l'impact de la Covid-19 n'a pas été quantifiée de manière scientifique chez ces minorités de la région de l'Est. « Il était très fastidieux de compter en quelques sorte la différence entre les visiteurs dans les communautés avant et pendant la survenue de la pandémie », souligne l'Ong. Réputée pour leur pharmacopée traditionnelle, la Covid-19 a néanmoins attiré dans ces campements de pygmées, une autre catégorie de visiteurs, des tradipraticiens pour la plupart. Leur objectif est de trouver des solutions miracles pour lutter contre la Covid-19.

Travaux réalisés dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 au Cameroun avec le soutien de Free Press Unlimited ».

Michèle EBONGUE, de retour de Mayos

COVID-19 : TRAFIC DES TESTS PCR À DOUALA, PLUSIEURS CORPS IMPLIQUÉS



Source: Rapport de situation COVID-19 au Cameroun n°76/ DATAVIZ: ADISI Cameroun

6 May 2021 root Enquêtes Reportages

Dans la capitale économique, une équipe de Data Cameroon a infiltré le circuit d'obtention des tests Covid-19 pour voyageurs internationaux. Pendant trois mois, une quarantaine de voyageurs en quête des résultats négatifs Covid-19 pour sortir du pays ont été suivis du point de prélèvement à l'aéroport, en passant par des centres d'analyse.

En cette matinée du mois de mars, de nombreuses personnes s'impatientent au centre de diagnostic et contrôle de la Covid-19 de Deido dans le 1er arrondissement, l'un des neufs points de prélèvements mis en place pour les voyageurs internationaux à Douala, la capitale économique du Cameroun. Ce lundi, certains sont venus effectuer leur test et d'autres sont là pour récupérer leurs résultats. Pour ces derniers, les vols sont pour la plupart programmés le jour-même. « Je prends

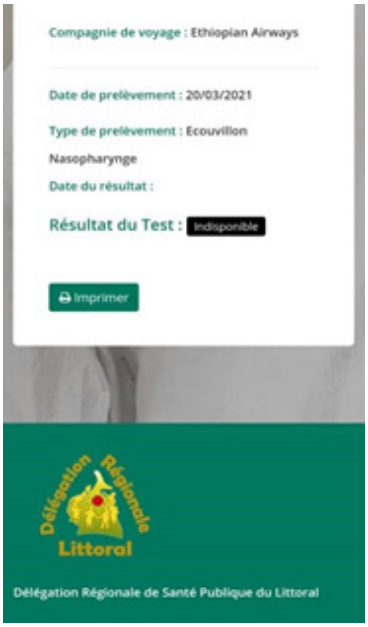
l'avion dans deux heures, s'inquiète Lydie* qui se rend en France. Vous aviez dit que vous alliez nous envoyer les tests dimanche soir. Rien n'a été fait ». Un médecin lui conseille alors de se rendre à l'hôpital Laquintinie, l'un des centres d'analyse chargé d'envoyer les résultats des tests aux différents points de prélèvement.

Au secrétariat des lieux, le résultat de Lydie n'est toujours pas disponible. Elle est redirigée à l'aéroport international de Douala, où l'enregistrement des bagages est en cours. Mais sans test négatif, impossible pour cette quinquagénaire de suivre le processus. « Retournez dans le centre où vous avez été prélevé. Il faut un document », conseille un agent d'escale de la compagnie Ethiopian Airlines. De retour au centre de Deido, Lydie est une fois de plus renvoyée à Laquintinie. Là-bas, un responsable témoin de ses allers-retours lui donne son numéro de téléphone. Quelques minutes plus tard, après une discussion fructueuse via WhatsApp, elle peut enfin faire la queue à l'aéroport. "J'ai payé et j'ai obtenu un test négatif", sourit-elle, sans révéler le montant.

Contrefaçon

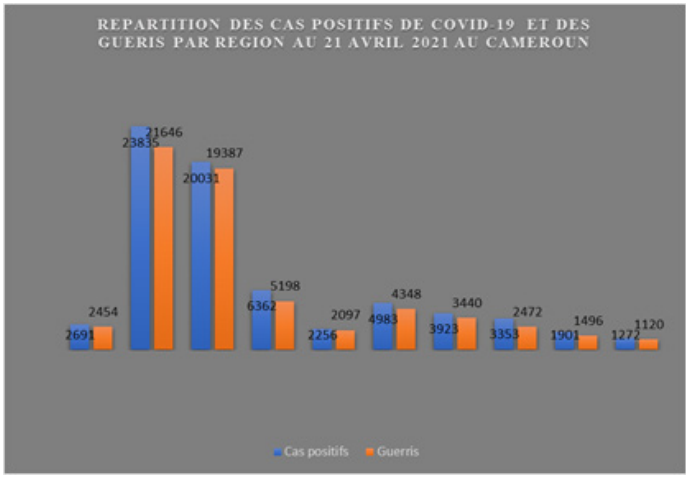
Comme Lydie, de nombreux voyageurs souhaitant quitter le Cameroun rencontrent de nombreuses difficultés dans l'obtention de leur test. « Il faut dire que c'est un domaine (tests pour voyageurs) où la contrefaçon essaye de s'implanter de manière inquiétante », déplore le docteur Biakolo Essomba, directeur de l'Hôpital de District de la Cité des palmiers.

Face à cette situation, Dr Albert Mambo Maka, Délégué régional de la Santé publique pour le Littoral, a mis en place une plate-forme en ligne où des voyageurs s'enregistrent 72 heures avant leur vol. Un numéro leur est envoyé indiquant leur centre de dépistage. Le résultat du test doit alors être disponible avant le voyage « L'objectif recherché par le délégué est de couper l'herbe aux promoteurs de la contrefaçon », poursuit Dr Biakolo Essomba. Sur le terrain, la réalité est tout autre.



Prélevé depuis le 20 mars 2021, jusqu'au 6 mai au moment de cette publication, ce voyageur attend toujours ses résultats Entre février et mai 2021, Data Cameroon a rencontré ou contacté 68 personnes : voyageurs, personnels de santé, agents de sécurité à l'aéroport de Douala, bagagistes, responsables de compagnies aériennes... 57 étaient au courant de l'existence ou impliquées dans la fourniture de faux tests. Au moins 20 voyageurs interrogés nous ont confié avoir obtenu de faux tests négatifs, ce qui leur a permis de voyager hors du Cameroun.

Un membre de notre équipe a par exemple infiltré le Centre de diagnostic et contrôle de la Covid-19 de Logbaba, dans le 3ème arrondissement de Douala, vendredi 23 avril 2021, après enregistrement sur la plateforme pour un vol Air France. Contre une somme de 20 000 F.CFA, il a obtenu un test négatif sans se faire prélever.



Source: Rapport de situation COVID-19 au Cameroun n°76/ DATAVIZ: ADISI Cameroun

Un cadre au ministère de la Santé publique qui a souhaité garder l'anonymat reconnaît « avec effroi ces poches de corruption »: «Il y a plusieurs réseaux de malversations. A Laquintinie par exemple, quand vous venez, certains vous montrent futilement un document sur lequel est marqué positif avec un numéro dessus. Ils vous font croire que c'est votre résultat. Il faut alors payer pour qu'ils le changent en négatif ».

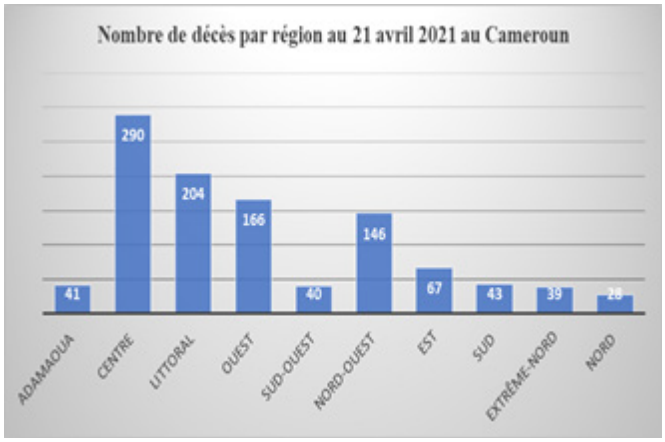
Circuit

Sur le terrain, nous avons recensé plusieurs autres méthodes de corruption. À l'aéroport international de Douala, le réseau part des bagagistes, aux agents de sécurité (policiers, militaires en civile) en passant par des responsables d'agences. "Donnez-moi 50 000 F Cfa chacun et vous aurez un test négatif dans 30 minutes" a proposé à deux membres de notre équipe un responsable d'une compagnie aérienne assis derrière son bureau situé au sein de l'aéroport. Au niveau des centres de diagnostic de Bangue, Deido et de New-Bell, certains agents de santé proposent aux voyageurs des résultats négatifs contre de fortes sommes d'argent dépassant parfois 100 000 F Cfa. Le procédé est simple : une

fois sur les lieux, ils vous donnent leur numéro de téléphone pour les négociations.

Dans certains cas, les voyageurs dont les vols ont été programmés dans l'urgence, sont obligés de se procurer rapidement un test négatif. Après avoir été ballottés dans quatre points de prélèvement sans réussir à se faire prélever, Eric* et ses collègues sont finalement passés par un "réseau" via lequel ils ont obtenu le numéro d'un médecin en service à l'hôpital Laquintinie qui leur a fourni des tests négatifs. "Nous n'avons rien payé à la caisse, mais plutôt chez la secrétaire de ce médecin qui nous a pris 15 000 F Cfa chacun en nous promettant de revenir le lendemain chercher le résultat... », témoigne-t-il.

Même ceux ayant suivi la démarche normale ne sont pas épargnés. Inscrit le 20 mars 2020 sur la plateforme, prélevé 24 heures plus tard comme l'exige la procédure règlementaire, l'un des reporters de Data Cameroon n'a jamais obtenu son résultat. Conséquence, il a manqué son vol le 22 mars.



Source: Rapport de situation COVID-19 au Cameroun n°76/

DATAVIZ: ADISI Cameroun

Ce jour-là, alors que nous nous trouvions encore au comptoir d'enregistrement clos, une jeune femme, se présentant comme "une militaire en civile" au sein de l'aéroport, nous a approchés. « Si vous souhaitez prendre le prochain vol, je peux vous aider. Vous me payez et je vous fournis dans les délais un test négatif, signé par un médecin ». Si non, assurait-t-elle alors, la seule "autre" option revenait à négocier avec les agents sanitaires de l'aéroport : « il y a trois contrôles. A chaque étape, il faut payer 30 000 ; 50 000 ou même 80 000. A la fin, certains paient plus de 180 000 F Cfa pour avoir le test ici ». Plusieurs voyageurs dans le besoin, saisissent l'opportunité.

Plus grave, certains testés positifs au coronavirus n'hésitent pas à recourir à ces "réseaux" de corruption pour avoir des résultats négatifs. "C'est extrêmement grave qu'un voyageur ... testé positif achète un test négatif. Il contamine ses voisins de siège, les hôtesses et même le pilote. Et une fois dans le pays d'accueil, si rien n'est fait, il contamine ceux qui sont à l'aéroport, ses proches...", déplore le cadre au ministère de la Santé publique qui précise que "certains personnels de santé ont été sanctionnés " pour ces actions. Malgré notre insistance, il ne nous a fourni aucun nom. Nous n'avons donc pas pu vérifier cette information.

Approvisionnement

Interrogé le 30 avril 2021 lors du lancement de la Campagne régionale de vaccination populaire contre le coronavirus dans la région du Littoral, Dr Albert Mambo Maka, délégué régional de la Santé assure que la plateforme mise en place a été dans un premier temps "mal utilisée " par ses collaborateurs sur le terrain. "Ces monnayages sont en train de diminuer au fur et mesure qu'on l'utilise", jure M. Maka. Pourtant, l'inscription sur la plateforme n'empêche pas nécessairement l'établissement de faux tests. "L'essentiel est de s'inscrire (en ligne) pour avoir une traçabilité. Une fois que c'est fait, je vous fournis le test négatif", avance un agent de santé à New-Bell. Deux autres nous font la même proposition au centre de prélèvement de Bangue : "Nous avons nos contacts jusqu'aux laborantins qui font les analyses".

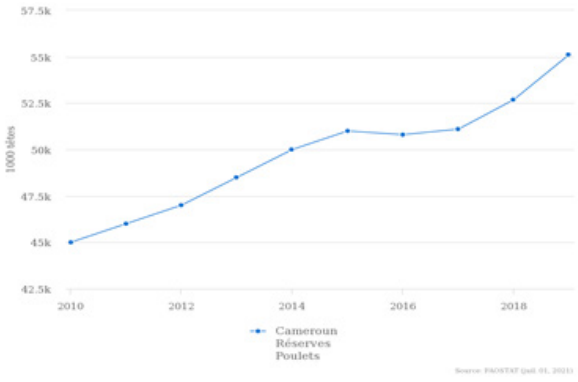
D'après diverses personnes interviewées, les faux tests prospèrent également du fait des ruptures régulières des intrants dans les points de prélèvement (kits nécessaires pour le prélèvement des volontaires au test Covid). Au moins 10 voyageurs assurent n'avoir pas pu faire leurs tests dans certains centres à cause de cette pénurie. « Aujourd'hui nous avons des difficultés en termes d'approvisionnement en intrant, mais, il faut qu'on reste serein et rassuré. Il y a un problème de distribution qui part de Yaoundé pour Douala, et une fois à la délégation, il faut en dispatcher sur le terrain », affirme Dr Etoa, chef de district de santé de New-Bell. Au cours de cette enquête, nos efforts pour obtenir les données sur les tests PCR dans le Littoral ont été vains.

Le rapport de situation de la Covid-19, du 15 au 21 avril 2021 indique que le Cameroun a analysé par PCR un cumul de 273 655 échantillons sur l'étendue du territoire national avec un taux de diagnostic de 10,1 pour 1000 habitants.

Marie Louise Mamgue, Josiane Kouagheu, Ghislaine Deudjui, Donald Brice Kamgang, Blaise Eyong

**Certains noms ont été modifiés pour préserver l'anonymat.*

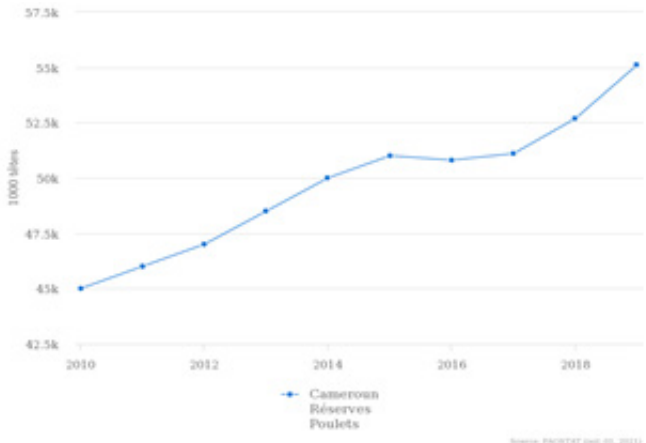
COVID-19 : LE SECTEUR DE LA VOLAILLE EN BAISSE DE PRÈS DE 90% À L'OUEST



Evolution de la production de poulet au Cameroun
2 July 2021 root Enquêtes Reportages
Alors que l'activité était déjà réduite à près de 50% du fait de la grippe aviaire de 2016, cette région du Came-roun qui est par ailleurs, le plus grand bassin de production des produits avicoles a vu ses fermes se vider à l'arrivée de la maladie à coronavirus.

Eulalie ne s'est toujours pas remise des pertes engrangées du fait de la crise sanitaire. Co-propriétaire d'une ferme non loin de Bafoussam dans le département de la Mifi région de l'Ouest, la veuve, mère de trois enfants, la quaran-taine entamée dit avoir tout perdu. « Je dis que j'ai tout perdu parce que non seulement j'ai tourné à perte, mais en plus, j'ai des dettes. Des emprunts contractés pour lancer la production. Mais une fois que les sujets étaient près pour le marché, la Covid-19 est survenue. Et ça entrainé tout ce que vous savez. Notamment la fermeture des frontières. Mon partenaire et moi nous nous sommes résolus à vendre sur le marché local au prix de rien. Nous n'avons même pas pu rentrer dans les coûts d'investissements à plus forte raison faire des bénéfices ».

Eulalie et son partenaire étaient propriétaires d'un cheptel de plus de 500 sujets. Depuis lors, ils n'ont pas relancé l'activité. La situation de Alioum n'est pas plus reluisante du côté de Malantouen, dans le département du Noun, ré-gion de l'Ouest. Son cheptel de près de 1000 sujets est actuellement réduit à moins de 200 poulets. « Il est repartit de Zéro », confie Njankouo Ahmadou, président de l'Union des Gic des agriculteurs et éleveurs pour la lutte contre la pauvreté en milieu rural. Regroupement dont Alioum est membre. « On a des éleveurs qui sont partis de 500 voire 2000 sujets à rien. Puisque progressivement, ça baissait, et au fil de la durée de la crise, des éleveurs sont tombés à rien. Une baisse dramatique que j'estime à près de 90%. Et je n'exagère pas », se désole Njankouo Ahmadou.

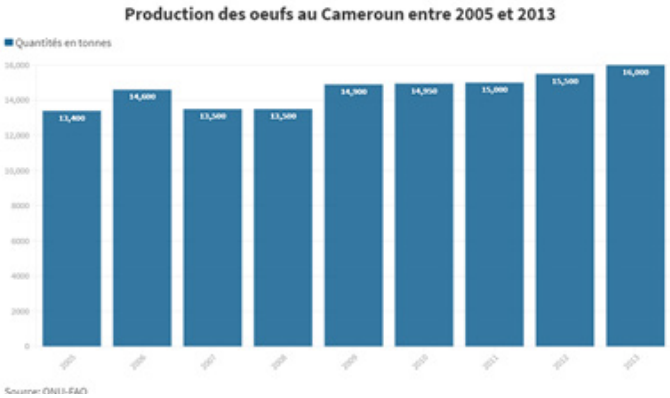


Evolution de la production de poulet au Cameroun

Il poursuit, « déjà, nous sommes dans une zone reculée. Pour s'approvisionner, c'est d'abord difficile, c'est cher. Le poulet qu'on produit ici est vendu en ville. Vous imaginez dans une localité comme Malantouen tu ne peux pas écouler 500 poulets en un mois sur place. Alors pour écouler c'était comme on pouvait. On l'a fait tout autour ici. Par exemple, il y a un deuil là-bas, on vient te prendre les poulets à crédit pour aller faire le deuil. Après le deuil, Celui qui devait vendre ses choux, tomates... pour te payer, n'a pas. Alors tu vas faire comment. C'est la chute ! ».

Grippe aviaire

D'après les acteurs de la filière avicole rencontrés sur le terrain, l'activité était déjà mise à mal du fait de grippe aviaire de 2016. La maladie à coronavirus n'a dont rien arrangé. « Au contraire, la situation est devenue tout simplement catastrophique car beaucoup d'entre nous, je ne dirai même personne ne s'était encore remis à la suite de la grippe aviaire », révèle Eulalie. Même son de cloche du côté de Léopold Kamga, le président régional de l'Interprofession avicole (Ipavic) pour l'Ouest. « L'impact de la Covid-19 est très remarquable. Il est même grave. Parce qu'en fait, la situation de Covid-19 est précédée de celle de 2016, avec la grippe aviaire qui avait réduit le cheptel à 50%. Avant l'arrivée de la Covid-19, personne ne s'était encore remis », explique le président régional de l'Ipavic. « La grippe aviaire a réduit de 50% la capacité de production dans l'ensemble. Covid-19 arrive maintenant pendant qu'on cherchait à remonter la pente et plombe le peu des 50% sur lesquels on tournait. Donc, on est aujourd'hui à moins de 50%. Et l'impact de la Covid paraît plus dévastateur que la grippe aviaire. Parce que, le temps n'a pas été déterminé, elle a été imprévisible, et le prix est très lourd », poursuit-il.



Avis partagé par le délégué départemental du ministère de l'Elevage, des pêches, et des industries animales (Mi-nepia) de la Mifi dans la région de l'Ouest. « La Covid-19 a aggravé la situation. Mais nous restons en veille », corrobore notre interlocuteur. De fait, comme le souligne ce dernier, l'impact de la Covid-19 sur le secteur de l'élevage de la volaille est néfaste et conséquent. Notamment pour ce qui est des exportations des produits issus de la production de la volaille tels que les œufs, les poulets. « Nous avons aussi un aspect très important, les importa-tions des œufs à couver qui pouvaient satisfaire les besoins locaux », dit-il.

Pertes

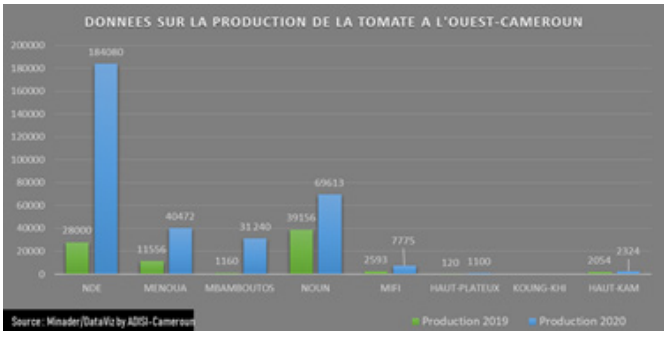
Un arrêt des importations consécutif à la fermeture des frontières quelques temps après la découverte de la maladie. De quoi plomber les recettes de la Mifi. « Les frontières étant fermées, cela a impacté nos recettes. Parce qu'il était devenu difficile de procéder aux recouvrements auprès des producteurs car ils n'arrivaient pas à vendre. Les recettes ont chuté de plus de 50% par rapport aux années antérieures avant la Covid-19 », révèle le délégué départemental. « Quand on dit déjà que, les hôtels ne fonctionnent pas, les marchés non plus comme c'était le cas au plus fort de la crise, les endroits de haute consommation de la volaille tels les funérailles, mariages, et lieux de rassemblements, hô-tels, restaurants, tout était fermés. Vous pouvez imaginer ce que ça donne pour une activité entretenue par la nutrition animale. Il faut nourrir les animaux. Mais une fois nourris, tu ne vends pas. Ce sont des pertes énormes », renchérit Léopold Kamga.

Avant d'ajouter, « une étude a été faite les trois premiers mois de la survenue de la pandémie, on était presque de l'ordre de 7milliards F Cfa de pertes pour l'ensemble du secteur. Puisque l'aviculture c'est tout un ensemble de mail-lons, de chaînes de production ». A l'heure où la situation de la Covid-19 semble se stabiliser, les producteurs rega-gnent peu à peu leur ferme. Mais l'activité est loin d'avoir retrouvée sa vitesse de croisière, apprend-on de Njankouo Ahmadou. Qui explique par ailleurs qu'un système d'entraide s'est naturellement mis en place à Malantouen pour aider les uns et les autres à remonter la pente. « C'est assez simple, tu prends la tontine de 50.000 FCfa quelque part, tu pars te débrouiller à acheter les sujets proportionnellement au montant que tu as. Celui qui cultive le maïs a par exemple ses 5 seaux de maïs. Il t'aide avec deux seaux pour nourrir tes poulets et remonter l'activité ». Du côté du Minepia, des projets et programmes sont mis en place pour accompagner les producteurs. Des mesures prises pour que le secteur avicole de la Mifi notamment ne soit pas totalement mort.

Travaux réalisés dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 au Cameroun avec le soutien de Free Press Unlimited ».

Marie Louise MAMGUE et Marthe NDIANG
de retour de l'Ouest

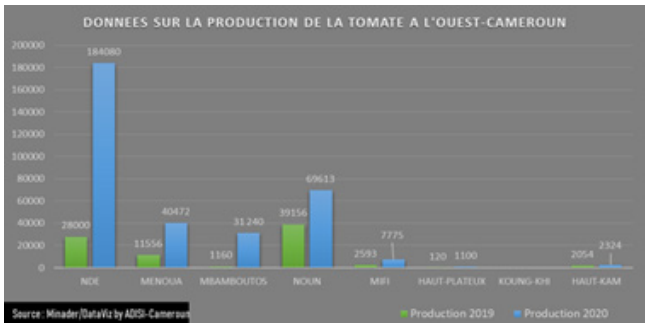
AGRICULTURE : A MALANTOUEN, LE MARAICHAGE PARALYSÉ À PLUS DE 70% PAR LA COVID-19



21 June 2021 root Enquêtes Reportages

Après la crise économique imposée par la Covid-19, les producteurs locaux ont développé une entraide com-munautaire basée sur l'échange des services et produits pour survivre dans cette commune du département du Noun dans la région de l'Ouest à 90% agricole.

Sur une superficie de plus de 3 hectares, Dieudonné Lamaré, agriculteur et phytosanitaire, exploite juste 500m2 pour la culture des choux et un quart pour le maïs. Sans la pandémie de Covid-19, tout cet espace situé au quartier Mange-Koutou dans la commune de Malantouen, département du Noun, région de l'Ouest, regorgerait alors d'une multi-tude de produits maraichers. Mais la pandémie a contraint cet agriculteur à réduire l'espace cultivable. « Je produi-sais près de 12 tonnes de choux et de pastèque. Une tête de choux coûtait 300-400 F Cfa, mais avec la crise, j'étais obligé de vendre sur le marché local à 150 F Cfa. Pourtant, une camionnette nous revenait à près de 800 mille F C Fa à Douala. Nous sommes découragés. Nous ne produisons plus en grande quantité », dit-il. En pleine saison pluvieuse, la rareté des pluies dans cette localité de plus 45 mille habitants, dont 90% agriculteurs, n'est pas la pire crainte des agriculteurs, du moins pour ceux qui produisent encore.

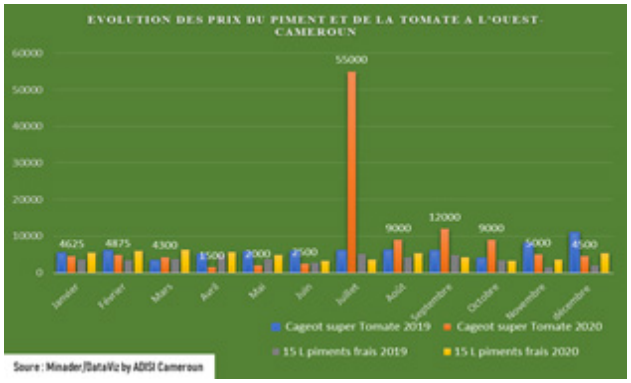


En effet, leur vie a pris une autre tournure depuis que la maladie à coronavirus a débuté au Cameroun en mars 2020. En plus du confinement général, la pandémie a engendré des restrictions nationales et internationales qui ont eu des répercussions énormes dans tous les secteurs d'activités, affectant également les agriculteurs de ce village enclavé, situé à près de 2 heures de route de la ville de Foumban. « Nous avons beaucoup de producteurs qui ont abandonné leur plantation parce qu'il n'y a plus de clients, et les prix ont chuté. Les agriculteurs ont abandonné des parcelles de tomates, de choux parce qu'il n'y avait pas la possibilité d'écouler les produits avec les frontières fermées, surtout au Gabon et en Guinée-Equatoriale qui sont les principaux clients. Nous continuons de souffrir des répercussions de la crise sanitaire qui a affecté à 65-70 % ce secteur. Les pertes sont estimées à plus de 500 millions F Cfa », explique Njimbouot Amidou, le délégué d'arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural de Malantouen. Il re-lève que cette localité est le nouvel eldorado des producteurs des produits vivriers et

maraîchers, qui partent de Foumbot, Magba et autres localités de la région.

Abandon

Njankouo Ahamadou, le président de l'Union des Gic des agriculteurs et éleveurs pour la lutte contre la pauvreté en milieu rural de Noun (UGAELUCOPAMR) a vu sa production de pépinière chutée de plus de 80%. Avant la pandémie ce pépiniériste produisait en moyenne mensuelle 80 mille plants, toutes variétés confondues. « Tout ce que j'ai pro-duit à l'arrivée de la Covid-19 a péri, parce que les agriculteurs ont cessé leur activité. Les plants maraîchers ont un cycle de vie de 2 à 3 mois maximum. Je vendais en moyenne 500 mille F Cfa par mois, aujourd'hui je réalise à peine 80 mille F Cfa, et la situation perdure », déplore Njankouo Ahamadou.



Chaque jour qui se lève, Moulioum rêve écouler sa cargaison de piment. Depuis plus d'un an déjà, ce cultivateur con-serve plus de 40 seaux de 20 litres de piment qu'il n'a pas pu vendre plus tôt à cause de la chute drastique des prix. Le seau est passé de 3000 à 700-1000 F Cfa. Ce fruit qui se vend généralement frais a été séché pour faciliter sa conser-vation. « Les acheteurs viennent régulièrement du Nigeria. Mais ils ont interrompu leur voyage depuis la fermeture des frontières », apprend-t-on. Dans ce village qui s'étend sur une superficie de 1021 Km2 selon son ancien maire, Mboumbouo Aliou, aucun agriculteur n'a été épargné. Plusieurs ont jeté les houes à cause de l'instabilité du mar-ché. « Le véritable problème c'est au niveau du maraîchage. Les producteurs ont investi d'énormes capitaux et n'ont rien obtenu. Le marché local ne pouvait pas consommer toute la production. Certains ont complètement abandonné leur ferme », affirme Tchuente Magloire, chef de poste agricole Matachom.

Région

En plus des acheteurs qui viennent des pays voisins (Nigeria, Gabon, Guinée-équatoriale), ces agriculteurs ont perdu tous leurs partenaires et organisations externes qui les accompagnent dans leur activité, à travers des appuis finan-ciers, des formations et autres. « Toutes ces organisations ont disparu. Nous avions avant la pandémie plusieurs pro-grammes de formation sur des techniques culturales, des projets de développement des champs communautaires qui permettaient d'aider des agriculteurs avec des semences améliorées. Mais rien n'est plus opérationnel », regrette Dieudonné Lamaré.

En attendant une action gouvernementale, les agriculteurs de Malantouen ont développé un système d'entraide communautaire qui repose sur l'échange des services et des produits. « Nous n'avons plus la possibilité et les moyens d'avoir de la main-d'œuvre ou des financements. Nous sommes donc obligés de nous entraider. Pour produire par exemple, si je dispose les pépinières, j'en offre à un cultivateur qui a des difficultés financières, en contrepartie il peut me servir de main-d'œuvre ou m'offrir les produits de son champ », explique le président de l'UGAELUCOPAMR, une organisation qui compte plus de 180 membres. Selon ce leader communautaire, ce programme a été développé après les ravages de la crise sanitaire, pour permettre aux agriculteurs de rester en activité.

A l'instar de Malantouen, c'est toute la région de l'Ouest, l'un des plus grands bassins de production agricole du pays, qui est paralysée par la pandémie de Covid-19. Selon la délégation régionale de l'Agriculture et du Développement Rural (Minader), la Covid-19 a eu un impact assez grave sur la production régionale et le pouvoir d'achat des agriculteurs. Entre mai et juin 2020, les produits ont connu leur prix les plus bas sur le marché. « Les producteurs de maraîchers ont l'habitude de faire des crédits pour rembourser à la fin d'année. Mais beaucoup de producteurs n'ont pas pu rembourser leur crédit. Beaucoup ont abandonné non seulement leur produit au champ, mais ont eu peur de produire cette année. C'est pour cette raison que les coûts des produits sont encore chers sur le marché à cause de la pandémie. En 2020, la pandémie a eu un effet négatif de plus de 70% sur les producteurs du maraîcher de la région avec une baisse de 50% de producteurs », explique Béatrice Kom, chef service régional des enquêtes et statistiques agricoles à la délégation régionale du Minader de l'Ouest.

Travaux réalisés dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 au Cameroun avec le soutien de Free Press Unlimited ».

Marie Louise MAMGUE et Marthe NDIANG

Les poulets pantalonnés biologiquement produits par le CPF de Mbouo par Bandjoun.

30 June 2021 root Enquêtes Reportages

Spécialisé dans la culture biologique, cet établissement

situé dans le département du Koung-khi à l'Ouest se remet progressivement en selle après un ralentissement de près de 80% de ses activités, imposé par la pandé-mie de Covid-19.
Produire des cultures vivrières et faire de l'élevage sans faire usage des produits chimiques de synthèse, voilà ce qui fait la particularité du Centre polyvalent de formation (Cpf) de Mbouo-Bandjoun. L'établissement situé dans le départ-tement du Koung-Khi dans la région de l'Ouest a fait de la formation agro-pastorale biologique sa spécialité. Bien que pas encore dans les habitudes de nombreux Camerounais, la culture biologique a visiblement trouvé un terrain fertile dans cette école de formation. Qui, pour une meilleure visiblement de leurs résultats, a mis sur pied un espace commercial assez spécifique : le marché vert.

Jusqu'à l'année dernière, cet espace marchand peu commun dans le terroir ouvrait tous les 1er et 3è samedi de chaque mois. La clientèle toute aussi particulière pouvait alors s'approvisionner en produits locaux issus de l'agriculture et de l'élevage. Des produits biologiques produits par des apprenants (anciens et nouveaux) de cette école de formation qui accompagne les jeunes désœuvrés et déscolarisés à l'auto-emploi. « Dès l'avènement de la Covid-19, ce marché a été arrêté. L'impact est important, les produits périssaient parce que ces jeunes n'arrivaient plus à vendre. », déplore Patrick Kom, l'un des formateurs de l'école.

Les poulets pantalonnés biologiquement produits par le CPF de Mbouo par Band-joun.

Impact de la Covid-19

En effet, la survenue de la crise sanitaire en mars 2020 au Cameroun, a mis à mal l'activité de cette école de forma-tion. Outre le marché vert qui a fermé, le programme de formation également a connu des perturbations. « Lorsque la pandémie a démarré, la formation des jeunes, surtout la formation pratique n'est pas arrivée à terme. Les jeunes ont été sommés de rester à la maison puisqu'il fallait respecter les mesures gouvernementales. La distanciation sociale s'est imposée et le suivi de leur formation pratique n'a plus été ce qu'il fallait », explique cet enseignant. « Globalement, sur la formation, il y a un gros impact. Des problèmes pour organiser les évaluations, qui ont par ailleurs été faites en ligne, ce qui n'est pas dans nos objectifs. Problèmes dans l'exécution des commandes et ça impacte les jeunes formés qui ont du mal à mettre sur pied leurs projets ce qui les pénalisent », renchérit Daniel Martin Ngwanou, le directeur du Cpf.

Aujourd'hui, c'est un centre affecté à plus de 80% qui essaie de se remettre sur pied. « Actuellement nous avons redémarrer avec le marché vert, qui redécolle timidement. Il n'a plus la même ampleur qu'il avait avant la pandémie de Covid-19 », souligne Patrick Kom. Crée en 1981 le Cpf a à son actif déjà plusieurs promotions d'étudiants formés en agro-pastoral biologique et en santé. C'est une structure de l'Eglise évangélique du Cameroun (Eec) qui a pour tu-telles le ministère de la Formation professionnelle et celui de la Santé Publique.

Marie Louise MAMGUE et Marthe NDIANG

Articles de Fact-checking

FACT-CHECKING

FACT-CHEKING : LES TESTS COVID-19 RESTENT NON PAYANTS DANS LES AÉROPORTS DE DOUALA ET YAOUNDÉ

22 December 2020 root Fact Checking

Dans un tweet datant du 19 décembre 2020, le ministre de la Santé publique Dr Manaouda Malachie rassure que les tests aussi bien au départ qu'à l'arrivée au Cameroun restent gratuits pour tous les voyageurs.

Au cours du journal télévisé de 20h 30 vers la 23ème minutes sur les antennes de la Crtv le vendredi 18 décembre dernier, le public apprend la cessation de la gratuité des tests anti COVID-19 au niveau des aéroports internationaux de Yaoundé et de Douala dès ce vendredi-là. C'est précisément dans l'espace consacré à la riposte anti COVID-19 devenu un rendez-vous quotidien au cours du journal de 20h 30 depuis la survenance de la crise sanitaire au Cameroun en Avril 2020, que l'on apprend la nouvelle.

Le passage d'antenne aux équipes et notamment au journaliste Evariste Eyenga au Centre des opérations d'urgence de santé publique permet aux téléspectateurs d'en savoir un peu plus sur cette fin de la gratuité des tests anti COVID-19 au niveau des aéroports sus cités. C'est le directeur de la promotion de la santé au ministère de la santé publique, le Dr Fanné Mahamat, invitée comme c'est souvent le cas dans cet espace, qui explique : « Le ministère de la Santé publique dans son communiqué radio-presse du 16 décembre dernier annonçait cette signature de convention de délégation de service à l'entreprise Meditest qui a plusieurs missions entre autres, celle de dépistage de tous les voyageurs qui entrent et qui sortent au Cameroun ».

Elle poursuit, « alors, le coût qui va englober outre

le dépistage mais aussi toutes les opérations de désinfections, de décontaminations des voyageurs et également des bagages mais aussi l'authentification et la vérification des tests de ceux qui vont arriver. Donc, ce coût est de 60.000 Fcfa parce que c'est le RTPC à la sortie. Mais également, pour les voyageurs qui entrent au Cameroun, qui débarquent, il est de 30.000 Fcfa... ».

Le lendemain, via son compte Tweeter, le ministre de la Santé Publique, le Dr Manaouda Malachie revient sur cette information de la veille. A l'attention de tous, ce dernier déclare : « Faisant suite aux très hautes instructions du Chef de l'Etat, je précise clairement que les tests aussi bien au départ qu'à l'arrivée au Cameroun, restent gratuits pour tous les voyageurs... ».

Tout ceci intervient un peu plus d'un mois après le constat fait sur le terrain de la résurgence des cas de coronavirus dans certaines régions du Cameroun. Notamment le Littoral et l'Ouest. En outre, les derniers chiffres du Coronavirus du CSSE du 22 décembre 2020 pour le Cameroun font état de : 25 849 pour le nombre total de cas ; 23 851 pour le nombre de guérisons ; 448 pour le nombre de décès. Soit un taux de mortalité de 1,73% ; taux de guérison : 92,27% ; taux de personnes encore malade : 6,000%.

Selon Sylvie Ndongmo qui a fait son test le 21 décembre dernier à Douala pour un voyage vers la RCA, « je n'ai pas payé pour faire mon test » confie-t-elle. « Mais j'ai vu un monsieur qui est venu avec son reçu qu'il a payé la semaine dernière, on a refusé de lui rembourser son argent » poursuit-elle. La raison évoquée toujours selon elle, « on lui a dit que la loi n'est pas rétroactive ».

Marthe Ndiang

FACT-CHEKING : IL N'Y A PAS DE COVID-19 DANS LE COCA-COLA

31 January 2021 root Fact Checking

Une vidéo abondamment partagée sur les réseaux sociaux ces derniers jours donne à voir ce Soda testé positif au Covid-19. Après vérification auprès d'un épidémiologiste, simplement la réaction chimique due à un chan-gement d'acidité qui entraîne cette réaction faussement positive.
La vidéo qui dure un peu plus de 3 minutes donne à voir un homme, présenté comme un pharmacien dans une pharmacie, déposant quelques gouttes de Coca-cola sur un test de dépistage rapide du coronavirus. Après quelques minutes d'attente et d'observation, l'homme affirme que le test est positif à la Covid-19. La vidéo devenue virale fait le tour des réseaux sociaux.

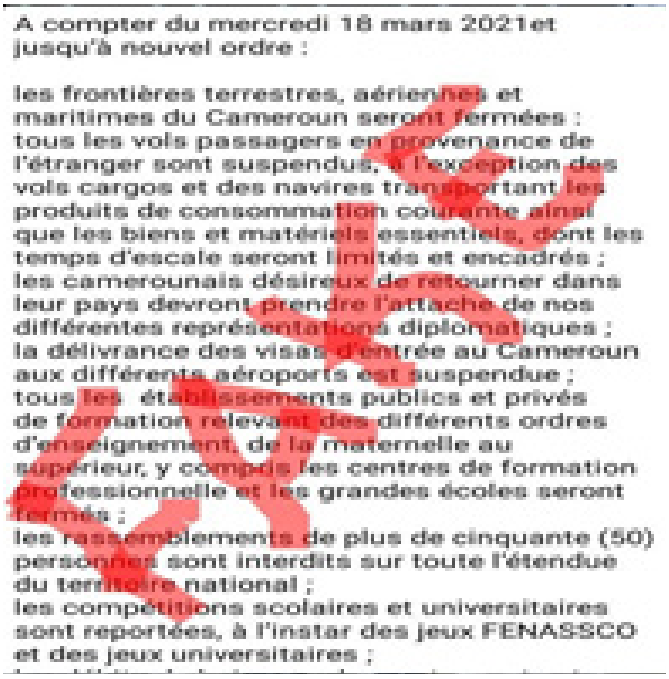
Alors que celle-ci est toujours abondamment relayée, une seconde vidéo elle aussi partagée de nombreuses fois no-tamment sur Whatsapp, pretend confirmer la première. Sur la seconde vidéo, les internautes découvrent un homme, se présentant comme un médecin se prêter au même exercice de test rapide du Covid-19 sur le très prisé Soda. Au même moment, plusiuers sites d'informations, notamment étrangers démentent cette nouvelle. En effet, un article de Bfmtv dément cette rumeur. Idem pour La Depêche.fr.

Le démenti de ces deux sites tout comme plusieurs autres médias, s'appuient principalement sur le communiqué de AAZ, le fabricant du test antigénique mis en cause. Communiqué dans lequel Joseph Coulloc'h le président de AAZ soutient qu'il n'y a pas de virus de la Covid-19 dans le Coca-cola. Le fait est que, « l'acidité de ce liquide dégrade le test en détruisant ses composantes et provoque une réaction chimique rendant les deux bandes réactives vi-sibles », révèle le biologiste en médecine et par ailleurs docteur en pharmacie.

Ce que soutient également le Pr Yap Boum II, joint au téléphone par Data Cameroun. L'épidémiologiste affirme qu'il n'y a pas de Covid-19 dans le Coca-cola comme le laisse croire la vidéo en circulation. Celui qui est par ailleurs respon-sable adjoint de la section recherche opérationnelle du centre des opérations d'urgence de santé publique (Cousp) qui coordonne la riposte au Covid-19 explique : « comme toute chose que nous faisons, il y a une procédure à suivre. Pour préparer des plats de cuisine il y a des recettes. Si on met du sel dans de l'eau ou du sucre, l'apparence sera là même mais certainement pas le goût. De même les tests anti géniques sont fabriqués avec des constituants particuliers qui doivent être utilisés selon les recommandations du fabricant. A savoir : le prélèvement est déposé dans le cercle du test et un tampon particulier y est ajouté et le résultat est lu dans un délai précis ! », Le Pr Yap Boum II poursuit, « à partir du moment où on s'en écarte, les résultats ne veulent plus rien dire. Si on attend plus longtemps que prévu, le test peut faussement être négatif. Si on ajoute un liquide autre que le tampon désigné, le test peut devenir positif comme c'est le cas avec le Coca-cola, ou comme on vient de le voir avec la sauce d'arachide. C'est tout simplement la réaction chimique due à un changement d'acidité qui entraîne cette réaction faussement positive. En respectant les règles éditées par le fabricant on aura les résultats attendus ».
Le spécialiste de la santé conclut qu'il n'y a pas de Covid-19 dans le Coca et rappelle l'importance de la sensibilisation, dans le respect des mesures barrières plus tôt que de créer de la suspicion au sein des communautés.

Marthe NDIANG

FACT-CHECKING : PAS DE NOUVELLES MESURES GOUVERNEMENTALES DE RIPOSTE CONTRE LA COVID-19



A compter du mercredi 18 mars 2021et jusqu'à nouvel ordre :

les frontières terrestres, aériennes et maritimes du Cameroun seront fermées ;
tous les vols passagers en provenance de l'étranger sont suspendus, à l'exception des vols cargos et des navires transportant les produits de consommation courante ainsi que les biens et matériels essentiels, dont les temps d'escale seront limités et encadrés ;
les camerounais désireux de retourner dans leur pays devront prendre l'attache de nos différentes représentations diplomatiques ;
la délivrance des visas d'entrée au Cameroun aux différents aéroports est suspendue ;
tous les établissements publics et privés de formation relevant des différents ordres d'enseignement, de la maternelle au supérieur, y compris les centres de formation professionnelle et les grandes écoles seront fermés ;
les rassemblements de plus de cinquante (50) personnes sont interdits sur toute l'étendue du territoire national ;
les compétitions scolaires et universitaires sont reportées, à l'instar des jeux FENASSCO et des jeux universitaires ;

15 March 2021 root Fact Checking

Depuis quelques jours, une rumeur devenue virale sur les réseaux sociaux annonce dès le 18 mars 2021, de nouvelles mesures qui s'ajoutent à celles de mars 2020. Après vérification, aucune note officielle n'en fait mention.
La nouvelle est devenue virale sur les réseaux sociaux et notamment WhatsApp depuis quelques jours. Abondam-ment relayée dans les groupes professionnels, privés et associatifs, la nouvelle fait état d'un bon nombre de restric-tions pour lutter contre la propagation de la Covid-19. Des restrictions qui, d'après ce qui circule, entrent en vigueur au Cameroun dès le « mercredi 18 mars 2021 et jusqu'à nouvel ordre », annonce la note sans en-tête, d'ailleurs non

signée encore moins datée en circulation et ne respectant pas la structure d'une note administrative. Dans celle-ci, l'on peut lire : « Les frontières terrestres, aériennes et maritimes du Cameroun seront fermées : tous les vols passagers en provenance de l'étranger sont suspendus, à l'exception des vols cargos et des navires transportant les produits de consommation courante ainsi que les biens et matériels essentiels, dont les temps d'escale seront limités et encadrés ; les camerounais désireux de retourner dans leur pays devront prendre l'attache de nos différentes représentations di-plomatiques; la délivrance des visas d'entrée au Cameroun aux différents aéroports est suspendue… ».

Il y ait également fait mention de la fermeture de tous les établissements publics et privés de formation relevant des différents ordres d'enseignement, de la maternelle au supérieur, y compris les centres de formation professionnelle et les grandes écoles, de l'interdiction des rassemblements de plus de cinquante (50) personnes sur toute l'étendue du territoire national, du report des compétitions scolaires et universitaires, à l'instar des jeux de la Fenasco et des jeux universitaires

En outre, «les débits de boissons, les restaurants et les lieux de loisirs seront systématiquement fermés à partir de 18 heures, sous le contrôle des autorités administratives ; un système de régulation des flux des consommateurs sera ins-tauré dans les marchés et les centres commerciaux ; les déplacements urbains et interurbains ne devront s'effectuer qu'en cas d'extrême nécessité ; les conducteurs de bus, de taxis et de mototaxis sont invités à éviter des surcharges dans les transports publics : les forces de maintien de l'ordre y veilleront particulièrement », lit-on également. Le mes-sage se termine sur une note de sensibilisation, invitant les uns et les autres au respect des mesures barrières re-commandées par l'Organisation mondiale de la santé (Oms).

Remobilisation

Après vérification, aucun communiqué officiel n'a été rendu public dans ce sens jusqu'ici. Sur le site du ministère des Enseignements secondaires, ou encore sur celui de la présidence de la République et même sur celui de l'Administration territoriale, aucune information y afférente. Sur le site du premier ministère, ce sont les mesures édictées depuis le 17 mars 2020 qui y sont visibles.

Néanmoins, le 5 mars dernier, le ministre Paul Atanga Nji a signé une correspondance adressée aux différents gou-verneurs de région, avec en objet : "remobilisation et campagne intense de sensibilisation contre le Covid-19". « J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien reprendre dans vos unités de commandements respectives, la sensibilisa-tion sur le respect scrupuleux des mesures barrières dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus. A cet effet, dès lundi 08 mars 2021 vous devrez veiller à ce que… ». Le courrier se termine sur quelques mesures à faire observer par les autorités.

En effet, « pour ce qui est des cérémonies d'enterrement, je vous demande de veiller à ce qu'elles ne regroupent pas plus de cinquante (50) personnes, conformément aux très hautes directives du chef de l'Etat. Pour ce qui est des céré-monies de mariages, les maires doivent être instruits à l'effet de limiter la participation à cinquante (50) personnes au maximum, en respectant scrupuleusement les mesures barrières », peut-on lire sur la correspondance.

Même son de cloche du côté du Premier ministre (Pm) Joseph Dion Ngute lors de sa déclaration au journal de 20h 30 sur les antennes de la Crtv vendredi dernier. Une occasion pour ce dernier de « rappeler aux uns et aux autres que les mesures édictées le 17 mars 2020 et qui n'ont pas été expressément levées par le président de la république sont et demeurent en vigueur », a déclaré le Pm, avant de les lister. « Il s'agit entre autres de l'interdiction des rassemble-ments de plus de 50 personnes sur l'étendue du territoire national ; le recours autant que possible au télétravail, aux moyens de communication électroniques en particulier pour l'organisation des réunions et surtout lorsque la distancia-tion physique ne peut être respectée ; la suspension des missions à l'étranger des membres du gouvernement et des agents du secteur public et parapublic, sauf dérogation expresse du port systématique du masque de protection indivi-duelle de tous les lieux publics et du respect de la distanciation physique… »,

En rappel, depuis plusieurs semaines, suite au relâchement du respect des mesures barrières, l'on note une résur-gence des cas positifs de Covid-19. Jusqu'à hier, les dernières statistiques faisaient état de 36 794 cas au total, pour 32 936 guérisons et 566 décès. C'est dans ce cadre que le PM a rappelé la stratégie gouvernementale de riposte face à la pandémie de coronavirus en vigueur depuis 2020.

Marthe NDIANG

22 March 2021 root Fact Checking

D'après une publication de Jean Paul Pougala sur sa page dénommée IEG, 200.000 doses de vaccins contre le coronavirus promise par la Chine au Cameroun sont arrivées jeudi 11 mars 2021 à Yaoundé. Après vérification, il n'en est rien.

Dans l'une de ses publications sur la page IEG (Institut d'Etudes Géostratégiques Ndlr), Jean Paul Pougala fait savoir que, « les 200.000 doses de vaccins contre le Covid-19 promises par la Chine au Cameroun sont bien arrivées ce soir du 11 mars 2021, à Yaoundé par le vol AF982 depuis Paris, accompagnées par une abondante délégation de 30 médecins chinois ». « Le Cameroun avait commandé des millions de doses, mais la Chine, ne peut livrer que 200.000 doses pour l'instant. Le premier ministre du Cameroun vient de confirmer qu'1 million de doses de vaccin seront livrées par cargo au Cameroun les prochains jours. Seuls les volontaires seront vaccinés… » poursuit-il dans la même publication.

Le message se termine par un Post-scriptum (PS), adressé « à tous les camerounais qui vivent sur la planète Mars ou Jupiter et qui ne veulent pas se faire vacciner, ne vous inquiétez pas, il n'y en a pas pour tout le monde. Donc personne ne viendra vous le proposer. On va d'abord vacciner les diplomates en poste à Yaoundé et leurs familles, qui en ont fait la demande. S'il reste des doses, ce sera le tour des militaires ». La publication s'accompagne de 5 photos. Des clichés réalisés à bord d'un avion, d'autres dans un aéroport.

AstraZeneca

Cinq jours après (soit le mercredi 17 mars 2021) que la publication ait été mise en ligne, elle enregistre 618 réactions, 345 commentaires, 148 partages. A noter que la page en question compte 680 560 abonnés. Après vérification, aucune dose de vaccin contre le coronavirus en provenance de la Chine n'est arrivée au Cameroun tel que le dit le post susmentionné. En effet, joint par Data Cameroon, le responsable de la communication du ministère de la Santé dément la nouvelle d'une quelconque entrée de vaccins sur le sol camerounais. « C'est un fake », déclare d'emblée Clavère Nken.

En outre, d'après un tweet du ministre de la Santé Publique, le Dr Manaouda Malachie publié sur son compte twitter le 5 mars dernier, aucune dose d'un quelconque vaccin n'était attendue la semaine dernière. Dans sa publication, le ministre de la Santé Publique indique : « Le Cameroun, après les diligences rendues possibles par le Chef de l'Etat, recevra dans 2 semaines, ses premières doses de vaccin britannique AstraZeneca, dans le cadre de la facilité COVAX. La priorité sera accordée aux personnels de santé bien sûr. Protégeons-nous !! ».

Et samedi dernier, le Dr Manaouda Malachie toujours sur son compte Twitter, annonçait que, « au moment où les effets secondaires du vaccin AstraZeneca continuent d'alimenter les débats, je tiens à préciser que j'ai saisi le Conseil Scientifique et le Nitag, pour avis. Il reste attendu que nous n'allons pas utiliser ce vaccin tant qu'il subsiste des doutes sur ses effets ». Pour l'heure, l'actualité qui prévaut autour de la question du vaccin est celle de savoir si oui ou non, le Cameroun va utiliser le vaccin AstraZeneca dont l'usage est déjà suspendu par plusieurs pays.

Marthe NDIANG

FACT-CHECKING : LE CURY SE PRÉPARE À UNE ÉVENTUELLE VACCINATION VOLONTAIRE CONTRE LA COVID-19

Note mal libellée

2 April 2021 root Fact Checking

Une note signée le 25 mars dernier et attribuée au directeur général du Cury fait le tour de la toile. Dans ledit courrier, ce dernier informe le personnel de l'hôpital de la disponibilité des vaccins contre la Covid-19. Après

vérification, il s'agit d'un document authentique mais « mal libellé » qui a par la suite fait l'objet d'un rectificatif.

Une note de service datant du 25 mars 2021 et attribuée au Dr Louis Joss Bitang à Mafok, le directeur du Centre des urgences de Yaoundé (Cury) est depuis quelques jours, abondamment relayée sur les réseaux sociaux et notamment sur WhatsApp. Le document est plusieurs fois partagé dans différents groupes professionnels surtout.

Le contenu de la note de service est clair et précis : « Le directeur du Centre des urgences de Yaoundé, informe l'ensemble du personnel de la disponibilité des vaccins contre la COVID 19. A cet effet, il invite tous les chefs services à lui faire tenir sous 48 heures les listes des personnels volontaires à la vaccination contre la COVID 19 ». Le courrier se termine par des ampliations.

Depuis lors, c'est la confusion chez beaucoup d'internautes. La disponibilité du vaccin contre la Covid-19 annoncée dans le communiqué du directeur du Cury. Ce qui a tôt fait de jeter un doute sur l'authenticité de cette note.

1: Note mal libellée

Après vérification auprès du Dr Louis Joss Bitang à Mafok par DataCameroon, le document suscité n'est pas un faux. Il est authentique, mais juste « mal libellé ». La preuve, « j'ai pourtant envoyé un rectificatif », lance d'emblée le spécia-liste de la santé, avant de faire parvenir à la rédaction de Data Cameroon, la seconde note de service qui corrige la précédente.

Dans cette deuxième communication, « En prélude à une éventuelle vaccination des personnels de la santé contre la COVID 19, le directeur du Centre des urgences de Yaoundé, invite tous les chefs de service à lui faire tenir sous 48 heures, les listes des personnels volontaires dudit Centre, à la vaccination contre la COVID 19 ».

NOTE DE SERVICE

(En régularisation)

En prélude à une éventuelle vaccination des personnels de la santé contre **la COVID 19**, le Directeur du Centre des urgences de Yaoundé, invite **tous les Chefs de Service** à lui faire tenir **sous 48 heures**, les **listes des personnels volontaires** dudit Centre, à la vaccination contre **la COVID 19**.

LE DIRECTEUR

2 : Note corrigée

Là également, la note du chirurgien se termine par les ampliations aux différents chefs, services et autres. Ceci inter-vient quelques jours après la sortie du Conseil scientifique des urgences de la santé publique au Cameroun sur l'utilisation du vaccin AstraZeneca.

En effet, après la suspension de l'usage de ce vaccin contre la Covid-19 par plusieurs pays, ce dernier a recommandé au ministre de la Santé publique un délai supplémentaire d'observation avant l'utilisation éventuelle du vaccin Astra-Zeneca au Cameroun.

Marthe NDIANG

FACT-CHECKING : LE DIRECTEUR DE L'HÔPITAL RÉGIONAL DE BAFOUSSAM A REÇU LE VACCIN CONTRE LA COVID-19

21 April 2021 root Fact Checking

En fin de la semaine dernière, une rumeur abondamment relayée sur les réseaux sociaux et surtout sur WhatsApp laisse entendre que les médecins, le directeur dudit établissement hospitalier y compris certaines autorités ont refusé de se faire vacciner contre la Covid-19. Après vérification, il s'agit d'une fausse nouvelle.

En fin de semaine dernière, la capture d'un message fait le tour de la toile. Le message est surtout abondamment relayé sur WhatsApp, et beaucoup plus dans divers groupes professionnels de journalistes et personnel médical.

L'auteur du texte posté sur Facebook écrit : « Les médecins de l'hôpital régional de Bafoussam ont refusé hier (mercredi 14 avril 2021, Ndlr) de se faire vacciner y compris le directeur de l'hôpital et même le président du conseil régional de l'Ouest le Dr Foka lui-même médecin… ». La publication remonte au 15 avril 2021 à 10h 39 sur le compte Facebook de celui qui se fait appeler Ngeuvo Le Tontinard, auteur du post.

Le vaccin auquel il est question dans la publication suscitée

est celui contre la Covid-19, dont la campagne de vaccination est en branle dans plusieurs parties du pays depuis la semaine dernière.

Seulement, après vérification, il s'agit d'une rumeur. Une fausse nouvelle que dément le Pr. Georges Enow Orock, directeur de l'hôpital régional de Bafoussam dans la région de l'Ouest. En effet, joint au téléphone mardi par Data Cameroon, le chef de l'établissement hospitalier déclare : « Ce qui se dit et qui circule depuis la semaine dernière est totalement faux ».

Réticences

Le médecin poursuit, « je me suis bel et bien fait vacciner. On a commencé par le gouverneur de la région, suivi du super maire (le maire de la ville, Ndlr) qui est notre président du comité de gestion, et puis moi bien sûr. Donc c'est faux ce qui se raconte comme quoi, je n'ai pas reçu le vaccin contre la Covid-19 ».

Cette fausse nouvelle est relayée quelques jours seulement après l'arrivée sur le sol camerounais du premier lot de vaccins contre la maladie à coronavirus, offert par le Chine. Car c'est dimanche 11 avril 2021 que Joseph Dion Ngute, le premier ministre du Cameroun réceptionnait 200.000 vaccins Sinopharm à l'aéroport international de Yaoundé Nsimalen. Après le démarrage de la vaccination dans la capitale du pays lundi, la campagne s'est poursuivie dans les autres régions du pays.

Cette désinformation est propagée dans un contexte où de nombreuses personnes émettent des réserves sur les dif-férents vaccins et rejettent l'idée de se faire vacciner. Le retrait par exemple de AstraZeneca du marché par plusieurs pays européens a eu de quoi conforter les plus sceptiques et accentuer les réticences chez certains quant à l'usage de ces vaccins contre la Covid-19. Le Cameroun qui entend recevoir plusieurs autres vaccins ne laisse pas l'opinion indif-férente. Celle-ci craint d'ailleurs, le développement d'une souche dite camerounaise.

Marthe NDIANG

FACT-CHECKING : AUCUNE ÉCOLE N'EST FERMÉE DU FAIT DE LA COVID-19 AU CAMEROUN

24 March 2021 root Fact Checking

Une publication sur la page de l'Unicef-Cameroun laisse penser que des établissements scolaires au Cameroun sont fermés du fait de la maladie à coronavirus. Après vérification, l'Unicef reconnait la confusion et précise qu'il s'agit d'un plaidoyer global.

Sur la page Facebook Unicef-Cameroon, l'on peut lire : « Une salle de classe vide au Cameroun. Des millions d'enfants dans le monde entier continuent de subir des perturbations dans leur éducation en raison de la CO-VID-19. Les gouvernements ne doivent ménager aucun effort pour rouvrir les écoles – et les garder ouverts ». La publication qui date du 21 mars s'accompagne de trois photos. Des clichés d'une salle de classe vide. Sur les bancs de celle-ci, des sacs à dos d'élèves estampillés aux couleurs de l'Unicef sont soigneusement posés. La page source de cette publication c'est celle de l'Unicef.

Le post querellé

Le contenu de ce post fait croire qu'une école, ou alors plusieurs d'ailleurs, sont fermées au Cameroun actuellement du fait de la maladie à coronavirus. Ce qui laisse confus plusieurs internautes, à la lecture de cette publication. « UNICEF Cameroun je ne suis pas sûr de comprendre cette annonce. Il y a une déconnexion entre le titre ' ' Une salle de classe vide au Cameroun ' ' et les phrases suivantes. Covid-19 a interrompu la scolarité de millions d'enfants dans le monde en raison du confinement et de l'absentéisme des enseignants face à une infection liée au Covid-19 Est-ce le cas au Cameroun où les écoles sont en cours, pas sûr. La salle de classe vide au Cameroun est principalement due à l'insécurité. Je trouve donc cette publicité trompeuse en ce moment. Je comprends qu'il y ait une publicité mondiale illustrant comment le Covid-19 a interrompu la scolarité de millions d'enfants mais cette image ne correspond pas au contexte et au récit au Cameroun. Il devrait y avoir des moyens plus innovants de communiquer comment le Covid-19 perturbe l'éducation au Cameroun », relève un internaute dans un commentaire au bas du post.

Plaidoyer

Joint par Data Cameroon, Salomon Beguel, communication officer à Unicef Cameroon reconnaît que la publication prête à confusion. Il explique que, « au Cameroun en ce moment, aucune école n'est fermée à cause de la pandémie de Covid-19. La photo que les collègues de New-York (aux Etats-Unis d'Amérique, Ndlr) ont utilisée, c'est juste une photo d'archive qui date d'avant la fermeture des écoles l'année dernière. Donc, ils ont juste utilisé une photo du Ca-meroun pour dire voilà une salle vide au Cameroun, dans le monde entier il y a ces cas d'écoles qui ont fermé ». Il ajoute, « on a juste utilisé une photo du Cameroun. La petite erreur c'est que j'aurai dû dater la photo, la légender en expliquant qu'au Cameroun en ce moment, ce n'est pas le cas, toutes les écoles ont réouvert ».

D'après Salomon Beguel, cette publication rentre dans le cadre d'une campagne de plaidoyer global qui a utilisé une photo du Cameroun pour mettre en exergue l'impact de la pandémie sur l'éducation des enfants. C'est aussi un plai-doyer pour « appeler les gouvernements à prioriser la réouverture des écoles. Ceux qui les avaient réouvertes et qui aujourd'hui sont tentés de les refermer à cause de la résurgence de la pandémie, que ce ne soit pas la priorité, la ferme-ture des écoles », renseigne Salomon Beguel. En somme, il s'agit juste d'une photo illustrative pour une campagne de sensibilisation. Et aucune classe, encore moins une école n'est fermée actuellement au Cameroun à cause de la crise sanitaire.

La récente actualité liée à l'interruption des cours

dans un établissement scolaire est celle de la fermeture temporaire des 7 écoles maternelles municipales de la commune de Douala 1er et ce, durant une semaine (du 1er au 8 mars). Une décision qui avait été prise par le maire de ladite commune, Jean-Jacques Lengue Malapa, dans le but de faire désinfecter les locaux de ces établissements.

Marthe NDIANG

« PLUSIEURS RESTRICTIONS RÉPONDAIENT À UN OBJECTIF AUTRE QUE LA LUTTE CONTRE LA COVID-19 »

Dr Aristide Mono, spécialiste des politiques publiques et de la sociologie des crises

2 February 2021

Dr Aristide Mono, spécialiste des politiques publiques et de la sociologie des crises, dans cette interview dresse un état des lieux de l'expression des libertés publiques au Cameroun pendant cette période de lutte contre la Covid-19. Pour cet expert, les décisions prises par le gouvernement pour venir à bout du Coronavirus ont détérioré davantage l'état des libertés publiques au Cameroun.

A l'issue de votre enquête sur l'expression des libertés publiques au Cameroun à l'épreuve des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19, quel est le principal constat qui en découle ?

De façon péremptoire, on peut dire que les décisions prises par le gouvernement pour venir à bout du Coronavirus ont détérioré davantage l'état des libertés publiques au Cameroun. Globalement, la situation déjà très délétère s'est amplifiée. Toutes les catégories de libertés publiques étudiées notamment la liberté de réunion et de manifestation, la liberté de religion et la liberté de presse avec le cas spécifique de la liberté d'accès à l'information offrent le même constat d'aggravation de la fermeture de l'expression de ces libertés.

A quel niveau situez-vous l'impact des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 sur les libertés publiques au Cameroun actuellement ?

L'impact est à définir suivant chacune des catégories des libertés publiques. Pour ce qui est de la liberté d'accès à l'information par exemple, l'impact – reconnu au passage par 91,95% de journalistes – se situe au niveau de la limitation de l'accès aux sources qui aura entravé la récolte d'informations non sans répercussions sur l'accès des masses aux informations consistantes et fiables. L'interdiction des regroupements de plus de 50 personnes, la limitation de la fréquentation des services publics, le port obligatoire du masque facial, la fermeture des frontières, la décongestion du nombre de passagers dans les transports en commun, la distanciation physique, le renforcement du dispositif sécuritaire sont autant de mesures qui restreindront la liberté de collecte d'information. Au terme de nos enquêtes l'on a pu relever que 63,82 % de journalistes ont été refoulés des administrations publiques pour des raisons de restriction des entrées dans les administrations publiques tandis que 38,29 % ont été éconduits pour défaut de cache-nez et 45,65% du fait de la limitation du nombre personnes par regroupement.

Concernant la liberté de réunion, de manifestation et de religion l'impact est à situer au niveau de la restriction de l'expression physique des libertés aussi bien politiques que religieuses. Certaines activités relevant de l'expression desdites libertés seront frappées d'interdiction et souvent violemment réprimées au nom de l'impérieux respect des mesures gouvernementales anti Covid-19. A titre illustratif, on a cet appel à interdiction par le Ministre de la Santé Publique, des marches de l'opposition du 22 septembre 2020.

Qu'est-ce qui selon vous explique tous ces manquements ?

Il y a d'un côté des impératifs de survie face à un virus très viral qui prenait déjà des proportions inquiétantes dans le pays avec à ce jour près de 30000 cas de contamination et 400 décès. C'est ce qui justifie d'ailleurs l'adhésion de plusieurs à ces mesures malgré leur caractère liberticide. On pourrait parler des entraves justes c'est-à-dire des restrictions pour la bonne cause. De l'autre, on note l'usage instrumental des mesures gouvernementales anti Covid-19 à des fins autres que la domestication de la pandémie. Dans le cas de la liberté d'accès à l'information sur la Covid-19, on a noté par exemple que certains ont utilisé les restrictions gouvernementales pour empêcher les journalistes de faire la lumière sur de nombreuses zones d'ombre sur la maladie et sa gestion. Ainsi les informations données par les seules sources gouvernementales ne pouvaient pas être remises en cause du fait de l'inaccessibilité des journalistes aux sources pour des besoins de recoupement. Ce qui a permis aux officielles en charge de la Covid-19 de se mettre à l'abri des contrevérités et dont des critiques de l'opinion surtout lorsqu'on sait que la gestion de cette crise regorge beaucoup de soupçons d'indélicatesses. S'agissant du cas de la liberté de réunion et de manifestation, on a pu observer de manière flagrante des cas répétés d'usage politique des choix gouvernementaux anti Covid-19 par l'ordre politique au pouvoir dans le but de neutraliser les initiatives redoutées de l'opposition.

Est-ce que certaines de ces entraves pouvaient être évitées ?

Beaucoup d'entorses auraient pu être évitées. Déjà, on a constaté que plusieurs restrictions étaient inopportunes ou alors répondaient à un objectif autre que la lutte contre la Covid-19. Vous avez la fixation des quotas sur le nombre de présence par regroupement à savoir moins de 50 personnes. Ce chiffre qui déjà ne reposait sur aucun argument scientifiquement défendable a été inutilement généralisé. Il aurait été plutôt pertinent de jouer sur la proportionnalité du nombre en fonction des

capacités d'accueil des lieux de regroupement. On note la décongestion du nombre de passager dans les transports en commun or l'obligation du port des caches nez aurait dû suffire pour garantir la liberté de va et vient des acteurs de la chaine d'expression des libertés publiques. Vous avez également l'usage des mesures gouvernementales à des fins de brimade des opposants qui était sanitairement inutile. Ensuite, on a constaté qu'il existait un panel de solutions alternatives pour éviter les entraves aux libertés publiques relevées ou du moins pour atténuer leurs effets sur ces libertés. Malheureusement elles n'ont pas été mobilisées et les rares qui ont été activées butteront soit sur le déficit de moyens soit sur le laxisme de leurs porteurs. Prenons le cas de la liberté d'accès à l'information et plus précisément l'information liées à la pandémie et sa gestion. On aurait dû par exemple accorder une dispense spéciale aux journalistes en ces temps de limitation de la mobilité des personnes. Un accès spécial aux centres de quarantaine et de prise en charge des cas de Covid-19 devait par exemple être accordé aux hommes de médias dans cette guerre sanitaire qui se joue en partie sur le terrain de la communication. Or Seuls 18,18 % des 59,68 % des journalistes ayant sollicité un accès à ces centres ont obtenu une autorisation. Il y a en outre des mécanismes d'accès à distance à l'information qui pouvaient bien être développés et encouragés pour garantir une meilleure récolte d'informations via internet. Malheureusement ces options palliatives sont restées moroses, les rares qui ont été pensés ont été mal négociés du fait des insuffisances matérielles et humaines comme celles liées à la consistance et la crédibilité des informations sur la pandémie, données par les pouvoirs publics. Les taux d'insatisfaction des journalistes sont respectivement dans ces deux cas de 64,83 % et 67,77 %.

Etant donné que la pandémie continue, peut-on craindre à la longue une détérioration critique du respect de l'exercice des libertés publiques ?

Tout dépend de l'évolution de la maladie. Une aggravation de la crise conduira forcément au resserrement des libertés publiques. En plus, il est clair que plusieurs mesures restrictives ont été prises ou appliquées de façon précipitées rendant ainsi compte de la panique des pouvoirs publics au début de la crise. Sinon, on a observé par la suite un certain relâchement graduel des restrictions selon qu'on sortait peu à peu de la psychose et convergeait vers une gestion décomplexée de cette pandémie. C'est ce relâchement qui prévaut jusqu'à ce jour mais qui, faut-il le rappeler, n'est toujours guère reluisant du point de vue du respect des libertés puisque ces desserrements ne démantèlent pas fondamentalement la fermeture quasi chronique des libertés publiques au Cameroun. Nous pensons que le stade terminal des restrictions a été déjà atteint par conséquent l'on ne saurait pronostiquer des resserrements réellement au-dessus de ceux observés jusqu'ici. Par contre, ce qu'il faut redouter c'est l'extension éternitaire des catégories de mesures qui permettent au pouvoir de pouvoir museler davantage l'opposition depuis le déclenchement de la crise.

Quelles sont les principales recommandations et suggestions pour améliorer le respect de l'exercice des libertés publiques non seulement dans le cadre de la pandémie du Coronavirus, mais d'une façon globale ?

Les libertés publiques étant très vastes, nous allons nous limiter aux libertés choisies dans le cadre de notre étude de terrain en dégageant quelques pistes de sortie majeures.

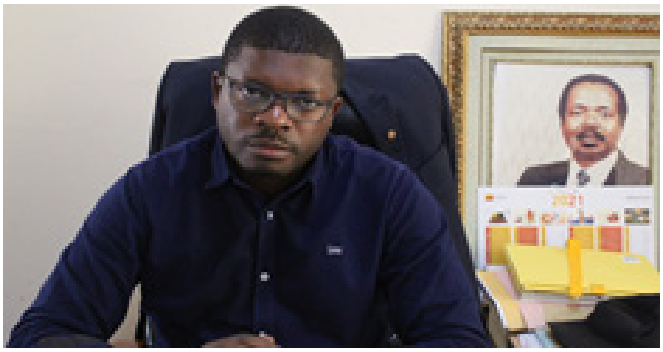
Concernant la liberté de presse, spécifiquement la liberté d'accès à l'information, nous pensons qu'il faut dorénavant accorder des dispenses spéciales aux journalistes en situation de crise. Il est aussi important de dématérialiser les services de communications des structures qui par ailleurs doivent elles-mêmes s'arrimer au numérique en disposant par exemple des comptes certifiés sur les réseaux sociaux et des sites internet régulièrement bien fournis, se démarquant ainsi du régime des informations obsolètes. Il faut en retour recycler les hommes de médias à la pratique du télétravail avec l'organisation permanente des webinaires. Tout ceci commande préalablement une amélioration et une vulgarisation du service internet sur l'ensemble du territoire national. Pour le cas spécifique des crises, en plus du recyclage des journalistes aux méthodes de travail en temps de crise, il faut également assurer leur sécurité matérielle et sociale. L'extrême précarité dans laquelle ont toujours travaillé les journalistes Camerounais ne peut que détériorer leur rendement en temps de crise, il est donc important de revoir leurs conditions de travail surtout ceux de la presse privée permanemment victimes de marginalisation de la part des structures publiques.

S'agissant du reste des libertés étudiées, il y a lieu d'éviter des restrictions inopportunes de même qu'il faut un peu plus de responsabilité de la part de tous les maillons de la chaine des libertés publiques. Il y a aussi lieu de conjurer toute forme d'instrumentalisation des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 et se concerter régulièrement avec des organisateurs de manifestations et réunions publiques. Pourquoi ne pas accompagner ces derniers dans l'encadrement sanitaire des participants ? Il faut en outre rejeter dans des structures idéologiques (écoles, médias, confessions religieuses et politiques etc.) toute forme de radicalisation et d'extrémisme au sujet de certaines pandémies et leurs moyens de lutte.

Réalisé par M.LM.

Interviews

COVID-19 : « GLOBALEMENT, L'ÉCONOMIE EST CARRÉMENT MORTE »



Le Maire de Kye-Ossi17 March 2021

Jean Marie ZUE ZUE, maire de la commune de Kye-Ossi, présente la situation qui prévaut dans sa commune depuis la survenance de la crise sanitaire. Selon lui, l'économie de cette ville frontalière est carrément morte.

Comment se porte la commune de Kye-Ossi en cette période de crise sanitaire ?

La commune de Kye-Ossi comme toutes les autres communes du Cameroun, voire même comme tout le pays entier, traverse des moments très difficiles à cause de la pandémie de coronavirus qui sévit et qui continue à battre son plein, entraînant des séquences directes sur l'économie de la ville. Cette ville-là qui donne à deux pays de la Sous-région Afrique Centrale à savoir : le Gabon et la Guinée Equatoriale, et qui ont fermé leurs frontières depuis la venue de la crise sanitaire. Vous savez que lorsque les frontières sont fermées, c'est l'activité économique qui est en arrêt. Parce que Kye-Ossi vit plus du flux des populations venant de la Guinée Equatoriale et du Gabon pour faire leurs emplettes. Donc, globalement, l'économie est carrément morte. Toutes les activités économiques ne marchent pas. Les populations même en activité ont des baisses dans toutes leurs activités, parce qu'il faut respecter les mesures barrières édictées par le gouvernement de la république. Limiter les déplacements pour éviter la propagation du virus.

A quelle hauteur vous situez ces répercussions ?

Je vais dire que la répercussion est directe. Parce que tous ces acteurs économiques ce sont les contribuables de commune. Maintenant que les activités sont en arrêt, la conséquence est directe et donc, même à la commune, on ne peut pas recouvrer. La commune ne peut donc pas engranger les recettes comme à l'accoutumée. Ça crée toute la difficulté qui va avec. On aura les salaires qui ne seront pas réguliers, on aura du moins toute l'activité qui va se voir en difficulté. Nous avons une baisse d'activités qu'on peut évaluer à près de 70%.

On suppose que la crise a eu des répercussions sur les prévisions budgétaires…

Bien-sûr ! On voulait bien se maintenir, mais au regard des conséquences, automatiquement, il fallait s'arrimer à la donne, il fallait s'adapter et faire des budgets réalistes et réalisables.

Est-ce que les prévisions de 2020 ont tout de même pu être réalisées ? Si oui à quelle hauteur ?

En ce qui concerne le budget d'investissement public, nous avons fait 100% de réalisations physico-financières. Sauf que, par manque de moyens, nous n'avons pas pu faire des investissements sur fonds propres parce que, par manque de fonds.

Craignez-vous les mêmes effets sur l'année en cours ?

Naturellement ! Aujourd'hui, nous sommes rendus à la fin du mois de février et la pandémie est même en train de refaire surface. Donc du coup, perdre deux mois, sans compter le fait que, les mois de mars et avril sont aussi hypothéqués. On est obligé de serrer les ceintures comme on dit souvent de manière vulgaire. Mais la conséquence est là : On ne peut plus, on ne pourra pas atteindre les objectifs escomptés pour l'année 2021. Mais nous allons nous battre avec les moyens de bord pour ne pas laisser tomber totalement.

Est-ce qu'il y a des mesures particulières prises par la mairie pour soutenir la communauté dans son ensemble en cette période de crise sanitaire ?

La commune dès l'arrivée de la crise a pris les choses en main et nous avons organisé ici plusieurs campagnes de sensibilisation. Nous avons procédé à la distribution des kits anti-Covid. C'est-à-dire des seaux, des savons, des gels hydroalcooliques et nous avons fait de manière systématique dans tous les villages, les églises et autres. Et nous avons sensibilisé les populations au respect strict des mesures barrières édictées par le gouvernement de la république et nous n'avons pas baissé les bras. Nous continuons de manière systématique à le faire et notre hôpital d'arrondissement a aussi une cellule de veille pour déclarer les cas suspects de Coronavirus.

De quelle manière apportez-vous du soutien aux commerçants dont les activités sont en baisse ?

Je voudrais dire qu'on comprend bien la situation des populations. Je ne vous l'ai pas dit, mais toute l'année 2020, nous n'avons pas recouvré les droits de place sur le marché et les petits impôts comme l'impôt libératoire. Ça c'est justement parce que, conscient de la situation qui prévaut, on a trouvé des mesures d'allègement de certaines taxes à nos contribuables et même pour l'année 2021, si la situation perdure, nous allons encore voir dans quelle mesure ou voir ce qu'il faut faire de manière concrète pour ne pas asphyxier nos contribuables.

Kye-Ossi étant une ville frontalière de deux pays voisins, on voudrait bien savoir comment se passe la cohabitation avec ces pays.

La cohabitation est plus pacifique. Mais comme je vous l'ai dit tantôt, les frontières sont hermétiquement

fermées, les populations ne peuvent pas se mouvoir d'un côté comme dans l'autre. Ça crée ce que ça crée. Quand il n'y a pas la crise, la Sous-région ce sont les mêmes familles, ce sont des frères. Nous avons les mêmes noms, les mêmes grands parents. La cohabitation ne peut être que pacifique.

Travaux réalisés dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 » avec le soutien de Free Press Unlimited.

Réalisé par Marie-Louise MAMGUE et Marthe NDIANG, de retour de Kye-Ossi

COVID-19 :« NOUS AVONS ENVISAGÉ L'ÉVENTUALITÉ D'UN CAS D'INFECTION À LA COVID-19 À DIMAKO »

12 April 2021

Yves Tokambou Nteme, maire de la commune de Dimako dans le département Haut-Nyong, région de l'Est, explique le déroulement de la riposte contre la maladie à Coronavirus dans cet arrondissement et en particulier dans les communautés minoritaires.

Comment se porte la commune de Dimako en cette période de pandémie Covid-19 ?

De manière spécifique à Dimako, à la suite des très hautes prescriptions du président de la république, les directives données par le chef du gouvernement et d'autres mesures éditées par le gouvernement à travers le ministère de la Santé, la commune de Dimako a tout de suite pris le taureau par les cornes en définissant tout d'abord une stratégie communale de lutte contre la propagation du Coronavirus. Cette stratégie était axée sur 2 points principaux à savoir la sensibilisation prévention d'un côté et ensuite l'anticipation sur des mesures curatives au cas où il adviendrait qu'un cas soit identifié et détecté à Dimako.

Sur le premier volet qui consiste en la sensibilisation-prévention, il était d'abord question de faire une descente dans les villages et quartiers, les 32 que comptent la commune de Dimako, pour sensibiliser et attirer l'attention des différentes populations, toute tendance confondue sur le caractère réel de cette pandémie. Et aussi les dispositions nécessaires à prendre pour pouvoir stopper cette propagation à Dimako, et vous savez que Dimako est sur le corridor Douala-Bangui, Douala-Ndjamena et ainsi de suite. Donc à Dimako on peut très bien chopper une tare qui vient de l'Europe ou qui vient des autres pays avoisinants à travers la route nationale N°10.

En quoi a consisté la campagne ?

Cette campagne s'est faite par la distribution des dépliants, des prospectus, la production avec l'appui des responsables des formations sanitaires, des spots diffusés en langue locale à savoir le Bakum, le Baka et le Pol, les trois principales ethnies, pour que le message passe très bien. Après quoi, nous avons procédé à la production et à la distribution des masques avec l'accompagnement très performant du Centre de promotion de la femme et de la famille "Maman Rosette de Dimako" qui a produit de nombreux masques que nous avons distribué à la population. Les moyens étant limités, nous avons regalement bénéficié de l'apport des forces vives de la Commune. Au-dessus de toutes les contributions nous avons eu le bonheur d'accueillir le don présidentiel qui nous a permis de monter un cran au-dessus dans la distribution des masques, des recipients et gels hydroalcooliques pour nettoyage des mains dans les lieux publics et autres...

Nous avons pris des dispositions pour faire respecter la distanciation sociale au niveau des grands espaces publics comme les marchés, la gare routière où nous avons repositionné les marchands de manière à ce qu'il y ait de la distance entre les étals. Nous avons distribué les gels hydroalcooliques, et auprès des établissements secondaires et primaires des thermo flashs, des savons et des seaux. Voilà ce qu'on a essayé de faire dans un premier temps dans le volet sensibilisation. Ensuite, un autre volet plus accéléré au niveau de la sensibilisation, à consisté en la mise à contribution les forces du maintien de l'ordre pour passer à la répression de ceux qui tendaient à ne pas vouloir arborer les masques, ni à respecter les autres mesures de distanciation et des heures de fermeture des débits de boisson etc.

Comment avez-vous géré le volet économique ?

Sur le plan économique, nous avons scrupuleusement observé les prescriptions du gouvernement en matière de suspension du recouvrement des différentes taxes au niveau des marchés et autres places publiques. Ceci, pour alléger la pénibilité de l'ensemble des pressions financières au niveau des petits commerçants, même si cela a lourdement pesé sir les recettes de la commune.

Par ailleurs, nous avons envisagé l'éventualité d'un cas d'infection à la Covid-19 à Dimako et surtout, comment réagirait-on? Serait-on obligé d'envoyer les gens à Yaoundé ou à Bertoua pour leur prise en charge ? C'est ainsi que de commun accord avec le médecin-chef du Centre médical d'arrondissement, nous avons engagé l'acquisition des molécules prescrites pour le traitement du Coronavirus pour que si des premiers cas venaient à être détectés, qu'ils puissent être pris en charge localement. Dieu merci, aucun n'a pu être détecté jusqu'à date. Et bien évidemment les mesures ont commencé à être assouplies. Sauf que nous entrons de nouveau dans une seconde phase dit-on plus virulente. Pour y faire face, nous avons repris la lutte en remobilisant tout le dispositif que nous avons mis en place. Nous avons également bénéficié de l'accompagnement du Fonds spécial de

solidarité nationale pour la lutte contre le Coronavirus et ses effets sociaux et économiques, à travers une dotation de 5 millions du ministère de la Décentralisation et du développement Local (Minddevel) qui est venu s'ajouter à l'ensemble des mesures que nous prenions pour que les dispositions de lutte soient à la hauteur de risposte qu'exige la seconde vague de propagation de la Covid-19. Et dans cette optique, nous avons mobilisé la jeunesse à travers le Conseil municipal jeune de Dimako pour la sensibilisation par les pairs, ce qui a été fait en début de semaine. Nous avons procédé à la désinfection des différents lieux à forte concentration humaine à savoir les marchés, les services publics, les gares routières, les débits de boisson...

Les dispositions prises en ville sont-elles les mêmes dans les villages ?

Nous n'avons pas fait une spécification particulière, compte tenue de ce que nous voulons placer toutes les populations sur le même pied d'égalité, où alors nous voulons les traiter sur une base d'équitabilité de telle enseigne que chaque village soit égal à un autre village. Les dispositions qui sont prises à un village « A » doivent être les mêmes dans le village « B », d'autant plus que les populations qui nous intéressent actuellement sont les populations autochtones. Elles ont pratiquement les mêmes habitudes que les populations bantoues à savoir : parfois une croyance assez lâche de l'existence même de cette maladie, une forte croyance en une automédication traditionnelle susceptible d'enrayer ce phénomène lié parfois à crainte de se rapprocher des formations sanitaires lorsqu'on présente des signes de la maladie. C'est la même chose qu'on retrouve chez les Baka et chez les Bantou du point de vue de notre observation. Et c'est la raison pour laquelle pour parler de ces groupes minoritaires, les dispositions qui ont été prises sont celles qui engagent le respect des mesures barrières à savoir pouvoir se laver systématiquement les mains. Ici au niveau local nous avons plutôt privilégié les savons plutôt que les gels hydroalcooliques et beaucoup de sensibilisation par les chefs de village. Nous avons aussi pensé qu'il serait de bon ton de faire une autre descente au niveau de ces campements, parce qu'ici à Dimako, nous en avons au moins 4. Nous avons Lossou, Nkolbikon, Mayos, Kandala. Voilà les espaces où nous retrouvons les populations Baka. Le principe est qu'il n'y ait pas de cas zéro, et pour cela nous prenons les dispositions presque équitables.

Ces minorités sont-elles réceptives aux messages que vous transmettez ?

Elles sont réceptives lorsque le Maire intervient lui-même ou alors lorsque leurs principaux relais communautaires sont mis à contribution. Il y a des obstacles au niveau de la langue, c'est pour cela que nous utilisons leurs relais qui leur transmettent les messages en des termes compréhensibles par eux. Et là, on sent bien que si quelqu'un avait oublié son masque, lorsqu'il nous voit venir, il s'enpresse de le remettre. Ça veut dire que le message est déjà passé. Maintenant, comment est ce que les gens s'approprient de ces actions directes et effectives ? C'est un autre cas qui n'est pas seulement l'apanage de ces peuples. Mais nous avons pu découvrir en ces peuples Baka, les traits d'attitudes semblables à celles des Bantou. Vous savez les peuples Baka ont beaucoup plus confiance en leur pharmacopée traditionnelle et d'ailleurs même certains Bantou se dirigent prioritairement là-bas pour pouvoir prendre des ingrédients qui, disent-ils, vont les prémunir de la maladie à Coronavirus.

Avez-vous rencontré des résistances ?

On ne peut pas apprécier le refus d'aller à l'hôpital puisqu'on n'a pas encore enregistré un cas pratique au sein de la Communauté Baka. Et lorsque nous avons organisé les activités du 8 mars, avec l'aide des médecins, plusieurs tests ont été effectués sur les participants, on nous a déclaré un cas positif qui sortait de ce secteur. On s'est rendu compte que la personne avait de la fièvre, bref avait quelques symptômes qui se rapprochent de ceux de la Covid-19, mais ce n'était pas cela. On a donc décidé de sensibiliser tout le monde au passage. On ne peut donc pas apprécier au moment précis leur attitude face à l'hôpital par la simple raison qu'on n'a pas encore de cas détectés.

Ces campements d'autochtones comptent combien de personnes ?

Il m'est difficile de dire combien de personnes elles sont. Parfois lorsque c'est la période de chasse, pour ceux qui ont réussi à envoyer leurs enfants à l'école, ils désertent et vont faire la chasse de nuit. Ils campent loin et reviennent quand la saison s'achève, un peu comme les nomades de la partie septentrionale qui, pendant la période de pâturages, parfois les enfants quittent les écoles pour aller en brousse avec les parents. Forcement il faudrait accroitre un encadrement aussi bien des services de l'Etat central que de l'état décentralisé, et c'est la raison pour laquelle à ce jour, la commune a mené des actions pour la construction des établissements scolaires dans tous les 4 campements. On a au moins une école primaire et une école maternelle, certains ont même des centres préscolaires communautaires pour pouvoir capter les enfants dès le plus bas âge. On vient juste de terminer la distribution des tables-bancs dans les établissements primaires publiques, y compris ceux qui relèvent des campements Baka. Forcément, leurs préoccupations sont en rapport à leur cadre de vie, ils sont actuellement à mi-chemin entre leur vie antérieure et la nécessité d'adaptation à une vie sédentaire avec les bantous. Ce qui fait que, à mon propre sens, ils sont en train de vivre dans une transition.

Travaux réalisés dans le cadre du projet « Accès à l'information en période de Covid-19 » avec le soutien de Free Press Unlimited.

Propos recueillis par Michèle EBONGUE, de retour de Dimako

« PLUSIEURS RESTRICTIONS RÉPONDAIENT À UN OBJECTIF AUTRE QUE LA LUTTE CONTRE LA COVID-19 »

Dr Aristide Mono, spécialiste des politiques publiques et de la sociologie des crises

2 February 2021

Dr Aristide Mono, spécialiste des politiques publiques et de la sociologie des crises, dans cette interview dresse un état des lieux de l'expression des libertés publiques au Cameroun pendant cette période de lutte contre la Covid-19. Pour cet expert, les décisions prises par le gouvernement pour venir à bout du Coronavirus ont détérioré davantage l'état des libertés publiques au Cameroun.

A l'issue de votre enquête sur l'expression des libertés publiques au Cameroun à l'épreuve des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19, quel est le principal constat qui en découle ?

De façon péremptoire, on peut dire que les décisions prises par le gouvernement pour venir à bout du Coronavirus ont détérioré davantage l'état des libertés publiques au Cameroun. Globalement, la situation déjà très délétère s'est amplifiée. Toutes les catégories de libertés publiques étudiées notamment la liberté de réunion et de manifestation, la liberté de religion et la liberté de presse avec le cas spécifique de la liberté d'accès à l'information offrent le même constat d'aggravation de la fermeture de l'expression de ces libertés.

A quel niveau situez-vous l'impact des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 sur les libertés publiques au Cameroun actuellement ?

L'impact est à définir suivant chacune des catégories des libertés publiques. Pour ce qui est de la liberté d'accès à l'information par exemple, l'impact – reconnu au passage par 91,95% de journalistes – se situe au niveau de la limitation de l'accès aux sources qui aura entravé la récolte d'informations non sans répercussions sur l'accès des masses aux informations consistantes et fiables. L'interdiction des regroupements de plus de 50 personnes, la limitation de la fréquentation des services publics, le port obligatoire du masque facial, la fermeture des frontières, la décongestion du nombre de passagers dans les transports en commun, la distanciation physique, le renforcement du dispositif sécuritaire sont autant de mesures qui restreindront la liberté de collecte d'information. Au terme de nos enquêtes l'on a pu relever que 63,82 % de journalistes ont été refoulés des administrations publiques pour des raisons de restriction des entrées dans les administrations publiques tandis que 38,29 % ont été éconduits pour défaut de cache-nez et 45,65% du fait de la limitation du nombre personnes par regroupement.

Concernant la liberté de réunion, de manifestation et de religion l'impact est à situer au niveau de la restriction de l'expression physique des libertés aussi bien politiques que religieuses. Certaines activités relevant de l'expression desdites libertés seront frappées d'interdiction et souvent violemment réprimées au nom de l'impérieux respect des mesures gouvernementales anti Covid-19. A titre illustratif, on a cet appel à interdiction par le Ministre de la Santé Publique, des marches de l'opposition du 22 septembre 2020.

Qu'est-ce qui selon vous explique tous ces manquements ?

Il y a d'un côté des impératifs de survie face à un virus très viral qui prenait déjà des proportions inquiétantes dans le pays avec à ce jour près de 30000 cas de contamination et 400 décès. C'est ce qui justifie d'ailleurs l'adhésion de plusieurs à ces mesures malgré leur caractère liberticide. On pourrait parler des entraves justes c'est-à-dire des restrictions pour la bonne cause. De l'autre, on note l'usage instrumental des mesures gouvernementales anti Covid-19 à des fins autres que la domestication de la pandémie. Dans le cas de la liberté d'accès à l'information sur la Covid-19, on a noté par exemple que certains ont utilisé les restrictions gouvernementales pour empêcher les journalistes de faire la lumière sur de nombreuses zones d'ombre sur la maladie et sa gestion. Ainsi les informations données par les seules sources gouvernementales ne pouvaient pas être remises en cause du fait de l'inaccessibilité des journalistes aux sources pour des besoins de recoupement. Ce qui a permis aux officielles en charge de la Covid-19 de se mettre à l'abri des contrevérités et dont des critiques de l'opinion surtout lorsqu'on sait que la gestion de cette crise regorge beaucoup de soupçons d'indélicatesses. S'agissant du cas de la liberté de réunion et de manifestation, on a pu observer de manière flagrante des cas répétés d'usage politique des choix gouvernementaux anti Covid-19 par l'ordre politique au pouvoir dans le but de neutraliser les initiatives redoutées de l'opposition.

Est-ce que certaines de ces entraves pouvaient être évitées ?

Beaucoup d'entorses auraient pu être évitées. Déjà, on a constaté que plusieurs restrictions étaient inopportunes ou alors répondaient à un objectif autre que la lutte contre la Covid-19. Vous avez la fixation des quotas sur le nombre de présence par regroupement à savoir moins de 50 personnes.

Ce chiffre qui déjà ne reposait sur aucun argument scientifiquement défendable a été inutilement généralisé. Il aurait été plutôt pertinent de jouer sur la proportionnalité du nombre en fonction des capacités d'accueil des lieux

de regroupement. On note la décongestion du nombre de passager dans les transports en commun or l'obligation du port des caches nez aurait dû suffire pour garantir la liberté de va et vient des acteurs de la chaine d'expression des libertés publiques. Vous avez également l'usage des mesures gouvernementales à des fins de brimade des opposants qui était sanitairement inutile. Ensuite, on a constaté qu'il existait un panel de solutions alternatives pour éviter les entraves aux libertés publiques relevées ou du moins pour atténuer leurs effets sur ces libertés. Malheureusement elles n'ont pas été mobilisées et les rares qui ont été activées butteront soit sur le déficit de moyens soit sur le laxisme de leurs porteurs. Prenons le cas de la liberté d'accès à l'information et plus précisément l'information liées à la pandémie et sa gestion. On aurait dû par exemple accorder une dispense spéciale aux journalistes en ces temps de limitation de la mobilité des personnes. Un accès spécial aux centres de quarantaine et de prise en charge des cas de Covid-19 devait par exemple être accordé aux hommes de médias dans cette guerre sanitaire qui se joue en partie sur le terrain de la communication. Or Seuls 18,18 % des 59,68 % des journalistes ayant sollicité un accès à ces centres ont obtenu une autorisation. Il y a en outre des mécanismes d'accès à distance à l'information qui pouvaient bien être développés et encouragés pour garantir une meilleure récolte d'informations via internet. Malheureusement ces options palliatives sont restées moroses, les rares qui ont été pensés ont été mal négociés du fait des insuffisances matérielles et humaines comme celles liées à la consistance et la crédibilité des informations sur la pandémie, données par les pouvoirs publics. Les taux d'insatisfaction des journalistes sont respectivement dans ces deux cas de 64,83 % et 67,77 %.

Etant donné que la pandémie continue, peut-on craindre à la longue une détérioration critique du respect de l'exercice des libertés publiques ?

Tout dépend de l'évolution de la maladie. Une aggravation de la crise conduira forcément au resserrement des libertés publiques. En plus, il est clair que plusieurs mesures restrictives ont été prises ou appliquées de façon précipitées rendant ainsi compte de la panique des pouvoirs publics au début de la crise. Sinon, on a observé par la suite un certain relâchement graduel des restrictions selon qu'on sortait peu à peu de la psychose et convergeait vers une gestion décomplexée de cette pandémie. C'est ce relâchement qui prévaut jusqu'à ce jour mais qui, faut-il le rappeler, n'est toujours guère reluisant du point de vue du respect des libertés puisque ces desserrements ne démantèlent pas fondamentalement la fermeture quasi chronique des libertés publiques au Cameroun. Nous pensons que le stade terminal des restrictions a été déjà atteint par conséquent l'on ne saurait pronostiquer des resserrements réellement au-dessus de ceux observés jusqu'ici. Par contre, ce qu'il faut redouter c'est l'extension éternitaire des catégories de mesures qui permettent au pouvoir de pouvoir museler davantage l'opposition depuis le déclenchement de la crise.

Quelles sont les principales recommandations et suggestions pour améliorer le respect de l'exercice des libertés publiques non seulement dans le cadre de la pandémie du Coronavirus, mais d'une façon globale ?

Les libertés publiques étant très vastes, nous allons nous limiter aux libertés choisies dans le cadre de notre étude de terrain en dégageant quelques pistes de sortie majeures.

Concernant la liberté de presse, spécifiquement la liberté d'accès à l'information, nous pensons qu'il faut dorénavant accorder des dispenses spéciales aux journalistes en situation de crise. Il est aussi important de dématérialiser les services de communications des structures qui par ailleurs doivent elles-mêmes s'arrimer au numérique en disposant par exemple des comptes certifiés sur les réseaux sociaux et des sites internet régulièrement bien fournis, se démarquant ainsi du régime des informations obsolètes. Il faut en retour recycler les hommes de médias à la pratique du télétravail avec l'organisation permanente des webinaires. Tout ceci commande préalablement une amélioration et une vulgarisation du service internet sur l'ensemble du territoire national. Pour le cas spécifique des crises, en plus du recyclage des journalistes aux méthodes de travail en temps de crise, il faut également assurer leur sécurité matérielle et sociale. L'extrême précarité dans laquelle ont toujours travaillé les journalistes Camerounais ne peut que détériorer leur rendement en temps de crise, il est donc important de revoir leurs conditions de travail surtout ceux de la presse privée permanemment victimes de marginalisation de la part des structures publiques.

S'agissant du reste des libertés étudiées, il y a lieu d'éviter des restrictions inopportunes de même qu'il faut un peu plus de responsabilité de la part de tous les maillons de la chaine des libertés publiques. Il y a aussi lieu de conjurer toute forme d'instrumentalisation des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 et se concerter régulièrement avec des organisateurs de manifestations et réunions publiques. Pourquoi ne pas accompagner ces derniers dans l'encadrement sanitaire des participants ?

Il faut en outre rejeter dans des structures idéologiques (écoles, médias, confessions religieuses et politiques etc.) toute forme de radicalisation et d'extrémisme au sujet de certaines pandémies et leurs moyens de lutte.

Réalisé par M.LM.

RECOMMANDATION

Quelques recommandations fondamentales à retenir dans le cadre de la présente recherche sont les suivantes :

Continuer le projet même s'il faut changer de thématique

Plus d'appui financier

Augmenter le séjour des journalistes qui vont collecter les données sur le terrain

Veiller à ce que des administrations disposent des sites internet et des pages sur les réseaux sociaux bien aménagés ;

Donner l'information en temps réel afin de dissiper les rumeurs et dont les fakes news ;

Multiplier la mise sur pied des plates-formes physiques ou numériques d'échange d'informations ;

Mettre à la disposition des employés le matériel de protection anti Covid-19 de qualité ;

Accompagner financièrement les employés en temps de crise ;

Mettre à la disposition de leurs employés des ordinateurs, des modems et une connexion internet perma-nente en vue de la fructification de la récolte à distance des informations (KCDI) ;

Promouvoir le télétravail ;

CONCLUSION

La présente étude a porté sur l'« Accès à l'information et aux données publiques en période de COVID-19 au Cameroun », et dont l'objectif principal visait à promouvoir la transparence dans la lutte contre la Covid-19 au Cameroun d'une part, de produire un rapport sur l'efficacité des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 et leurs impacts sur les libertés publiques au Cameroun d'autre part. Cependant, il est à noter qu'un ensemble d'activités a été effectué pour la réalisation de celle-ci. Dans un esprit de dynamisme et de collaboration, l'équipe projet s'est déployée sur le terrain pour la collecte des données qui ont contribué fondamentalement à la production des articles. Il ressort qu'un total de 24 articles ont été produits, à savoir 14 articles de datajournalisme, 07 articles de fact-checking et 03 Interviews et 01 rapport d'enquête. ADISI-Cameroun à travers ses différentes plateformes d'informations notamment Datacameroon « https://datacameroon.com » et les réseaux (Facebook, Tweeter, etc.) et avec le soutien financier et technique de son partenaire Free Press Unlimited, continue jusqu'ici à mener à bien les activités du présent projet. Ces dernières ont eu de façon globale un franc succès ; car démarrées le 2 novembre 2020 ; l'équipe projet fait jusqu'ici son bonhomme de chemin sans aucun incident majeur, malgré quelques difficultés rencontrées dans le cadre de la collecte des informations auprès des personnes ressources (les non-retours d'informations, les refus, les non réponses entre autres).

Rapport des mesures gouvernementales de lutte contre la Covid-19 sur les libertés publiques
(lien du rapport sur le site : https://adisicameroun.org/wp-content/uploads/2021/05/RAPPORT-ENQUETE-COVID.pdf)
Liens des différentes Plateformes de publication des articles :
Site web: www.datacameroon.com ;
Facebook: @Datacameroon ;
Twitter: @cameroon_data.
Les photos de terrain ;
Les photos de la présentation officielle du rapport d'enquête.

COUVERTURE DU RAPPORT D'ENQUÊTE DES MESURES GOUVERNEMENTALES DE LUTTE CONTRE LA COVID-19 SUR LES LIBERTÉS PUBLIQUES

Photos de terrain : collecte

Les reporters de Datacameroon avec les exploitants miniers à l'Est

Une plantation de fleur

Un éleveur de Maroua

Un champ de fleur à Liongo

Les boutiques fermées au marché de Kye-Ossi à cause de la fermeture des frontières

Un chantier minier

Photos de la présentation officielle du rapport d'enquête.

ADISI-CAMEROUN

Siège social : Douala Cameroun 3eme étage
Immeuble Aziccul, rond point feu rouge Bessengue

Tél : (+237) 243 526 139
Mail : adisi@adisicameroun.org
Site : www.datacameroon.com
Facebook : @ADISICameroun Twitter : @AdisiCameroun
Facebook : @Datacameroon Twitter : @cameroon_data

www.adisicameroun.org